



Ville de
Pont-Sainte-Maxence

DEPARTEMENT DE L'OISE

ARRONDISSEMENT DE SENLIS

CANTON DE
PONT-SAINT-MAXENCE

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Publié le

ID : 060-216005033-20260218-20260111DEL-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-011

OBJET : APPROBATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

L'an deux mille vingt-six, le dix-huit février à dix-neuf heures, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni en salle Liberté à l'hôtel de ville, sous la présidence de monsieur Arnaud DUMONTIER, maire.

Etaient présents :

Arnaud DUMONTIER,
Maire,

Eddy SCHWARZ, Marie-Christine MAGNIER, Philippe FIAULT, Bruno VERMEULEN,
Françoise DEMAISON, Jean-Pierre REVIERE, Caroline BARRUCAND, François DROUIN,
Monique MARTIN

Adjoint au maire,

Valérie POULAIN, Maryse MARCOLLA, Alain BAUGEE, Christophe MIQUEL,
Marie-Christine RIVIERE, Jean-Luc FLOURY, Laetitia GOURDON, Michel OUDIN,
Carine ANDERSON, Elise ZAMBEAUX, Armand RENALDIN, Cédric BUCHART,
Alexis DERACHE, Romain HECQUET, Sonia DEFLANDRE

Conseillers municipaux.

Etaient représentés :

Didier GASTON par Elise ZAMBEAUX, Mohamed YACOUBI par Arnaud DUMONTIER,
Aline CATOIRE par Christophe MIQUEL, Sindy DA SILVA par Alexis DERACHE

Etaient absents :

Catherine SCHOCKAERT, Marie Thérèse GHYS, Reynald ROSSIGNOL, Caroline CARON

Date de convocation : 11/02/2026

Date de l'affichage : 11/02/2026

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 25

Nombre de procurations : 4

Nombre de votants : 29

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.581-14 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-8 et suivants, L.103-3, R.153-1 et suivants, relatifs à la procédure d'élaboration et de révision du Plan Local d'Urbanisme, identique à celle du Règlement Local de Publicité, ainsi qu'aux modalités de concertation,

Vu la délibération n°2025-013 en date du 27 février 2025, prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité de la ville de Pont-Sainte-Maxence,

Vu la délibération n°2025-031 du 2 avril 2025 actant du débat qui a eu lieu au sein du conseil municipal sur les objectifs et les orientations générales du projet de règlement local de publicité,

Vu la délibération n°2025-081 du 18 juin 2025 arrêtant le projet de règlement local de publicité et tirant le bilan de la concertation,

Vu le projet de règlement local de publicité (rapport de présentation, règlement et ses annexes : plan de zonage, lexique, arrêtés définissant les limites d'agglomération de la commune),

Vu l'avis réputé favorable de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites de l'Oise,

Vu l'arrêté municipal n°2025-091 en date du 8 octobre 2025 prescrivant l'enquête publique portant sur le règlement local de publicité qui s'est déroulée du 10 au 25 novembre 2025 inclus,

Considérant les conclusions du commissaire enquêteur en date du 4 décembre 2025,

Considérant les objectifs poursuivis par la commune de Pont-Sainte-Maxence dans le cadre de l'élaboration du règlement local de publicité rappelés dans le rapport de présentation,

Considérant que les remarques issues de la concertation des personnes publiques associées, de l'enquête publique ainsi que du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ont conduit aux modifications suivantes :

- Rapport de présentation et liste des secteurs protégés en annexe : Suppression de la référence au site inscrit du Château, situé sur la commune de Roberval.
- Partie réglementaire :
 - Article 1.1- Champ d'application. Le troisième paragraphe faisant référence au contenu des messages publicitaires est supprimé.
 - 1.3.1 – Systèmes interdits – deuxième alinéa, remplacement de la mention « drapeaux » par « oriflammes ».
 - Article 1.5 – Prescriptions relatives aux enseignes temporaires – Le début du deuxième paragraphe sera ainsi rédigé « - Pour les opérations de plus de trois mois (Cf. lexique), il ne peut y avoir qu'une enseigne scellée au sol ou apposée directement sur le sol par voirie bordant l'opération, quelle que soit la zone. » (ajout de « voirie bordant l' » entre « par » et « opération »).
 - Sous article 2.2.3 – Enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur – Premier paragraphe, la mention « Un bandeau transparent de type plexiglas peut être admis. » est supprimée.

Considérant que les remarques faites dans le cadre de consultation des personnes publiques associées et de l'enquête publique ont fait l'objet de réponses respectant les objectifs du rapport de présentation et l'esprit du projet de règlement local de publicité arrêté,

Considérant que le règlement local de publicité tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L 153-21 du Code de l'Urbanisme,

Entendu l'exposé de monsieur le maire,
Après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,
Adopte la décision suivante :

Article 1 : Approuve le règlement local de publicité tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2 : Précise que conformément aux dispositions des articles R153-23 à R 153-26 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise à la préfecture de l'Oise, fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et mention de cet affichage sera intégrée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Oise.

Article 3 : Précise que, conformément à l'article L 581-14-1 du Code de l'environnement, le règlement local de publicité approuvé sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 : Précise que conformément à l'article L 153-22 du Code de l'urbanisme, le règlement local de publicité approuvé sera tenu à la disposition du public en annexe du Plan Local d'Urbanisme, au service urbanisme de Pont-Sainte-Maxence aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Précise que conformément à l'article R 581-79 du Code de l'environnement, le règlement local de publicité approuvé sera mis à disposition sur le site internet de Pont-Sainte-Maxence.

Article 6 : Précise que le règlement local de publicité approuvé sera exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité de la délibération précitée, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 7 : Précise qu'à compter de l'entrée en vigueur du règlement local de publicité approuvé par la présente délibération, les publicités et préenseignes conformes aux réglementations antérieures auront 2 ans pour se mettre en conformité avec les dispositions du règlement local de publicité en vigueur, les enseignes 6 ans.

Article 8 : Autorise monsieur le maire à signer tout document se rapportant à cette décision.

La secrétaire de séance,



Laetitia GOURDON

Fait, délibéré, les jour, mois et an
susdits.
Pour extrait certifié conforme,
Le maire de Pont-Sainte-Maxence,



Arnaud DUMONTIER

Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission en sous-préfecture
Et de la publication le



Règlement local de publicité

RLP

Rapport de présentation

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Publié le



ID : 060-216005033-20260218-2026011DEL-DE

Introduction	4
1. Contexte géographique et administratif	6
1.1. Localisation.....	6
1.2. Population.....	7
1.3. Axes de communication	7
1.4. Activités économiques et industrielles.....	7
1.5. Sites protégés.....	7
1.6. Contexte géographique et paysager.....	8
2. Historique de la démarche.....	9
2.1. Chronologie :	9
1- Diagnostic de la publicité extérieure	9
2- Elaboration du Règlement Local de Publicité.....	9
3. Diagnostic	10
3.1. Objet du diagnostic	10
3.2. Problèmes identifiés	10
3.3. Cartographie des secteurs à enjeu.....	11
3.4. Synthèse statistique	12
4. Objectifs.....	13
5. Orientations	14
5.1. Les grandes orientations :	14
5.2. Orientations pour les publicités et préenseignes.....	15
5.3. Orientations pour les enseignes.....	16
Conclusion	18
Synthèse des orientations du RLP.....	19

L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou, à défaut, la commune, peut élaborer sur l'ensemble du territoire de l'établissement public ou de la commune un Règlement Local de Publicité (RLP) qui adapte les dispositions nationales du Code de l'Environnement au contexte local.

Le RLP définit une ou plusieurs zones (couvrant l'ensemble du territoire communal ou intercommunal) où s'applique une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national tout en conciliant la liberté d'expression avec la protection du cadre de vie.

Le RLP est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au chapitre III du titre V du livre Ier du Code de l'Urbanisme, articles L 153-11 à L 153-22.

L'élaboration, la révision ou la modification du RLP et l'élaboration, la révision ou la modification du PLU peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique dans les conditions définies par le chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Le RLP, une fois approuvé, est annexé au PLU ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu.

A compter de sa mise en œuvre, les publicités et préenseignes conformes aux réglementations antérieures ont 2 ans pour se mettre en conformité avec les dispositions du RLP, les enseignes ont 6 ans.

Conformément à l'article L.581-18 du Code de l'Environnement, toute installation d'enseigne doit faire l'objet d'une autorisation préalable du maire, après présentation du dossier de demande d'installation d'enseigne dont le formulaire CERFA est disponible sur le site internet de la mairie.

Le RLP comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes :

- **Le rapport de présentation** s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.
- **La partie réglementaire** comprend les prescriptions adaptant les dispositions nationales.
Les prescriptions du RLP peuvent être générales ou s'appliquer aux seules zones qu'il identifie.
- **Le ou les documents graphiques** font apparaître sur l'ensemble du territoire de la commune ou de l'intercommunalité les zones et, le cas échéant, les périmètres, identifiés par le RLP et sont annexés à celui-ci. Les limites de l'agglomération fixées par le maire en application de l'article R.411-2 du Code de la Route sont également représentées sur un document graphique annexé, avec le ou les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, au règlement local de publicité.

Outre les formalités de publication prévues par l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, le RLP est mis à disposition sur le site internet, s'il existe, de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. (Article R.581-79 du Code de l'Environnement)

Le Code de l'Environnement et le présent règlement local de publicité réglementent les publicités, les enseignes et les préenseignes visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. (Cela inclut les dispositifs apposés sur domaine privé mais cela exclut les dispositifs situés à l'intérieur d'un local.)

Les définitions données par le code de l'environnement sont les suivantes :



Publicité : toute inscription, forme ou image destinée à **informer** le public ou à attirer son attention, ainsi que les dispositifs dont l'objet est de les recevoir.



Enseigne : toute inscription, forme ou image **apposée sur un immeuble*** et relative à une activité qui s'y exerce. *L'**immeuble** désigne aussi bien la construction que le terrain où s'exerce l'activité.



Préenseigne : toute inscription, forme ou image indiquant la **proximité d'un immeuble** où s'exerce une activité déterminée.

1.1. Localisation

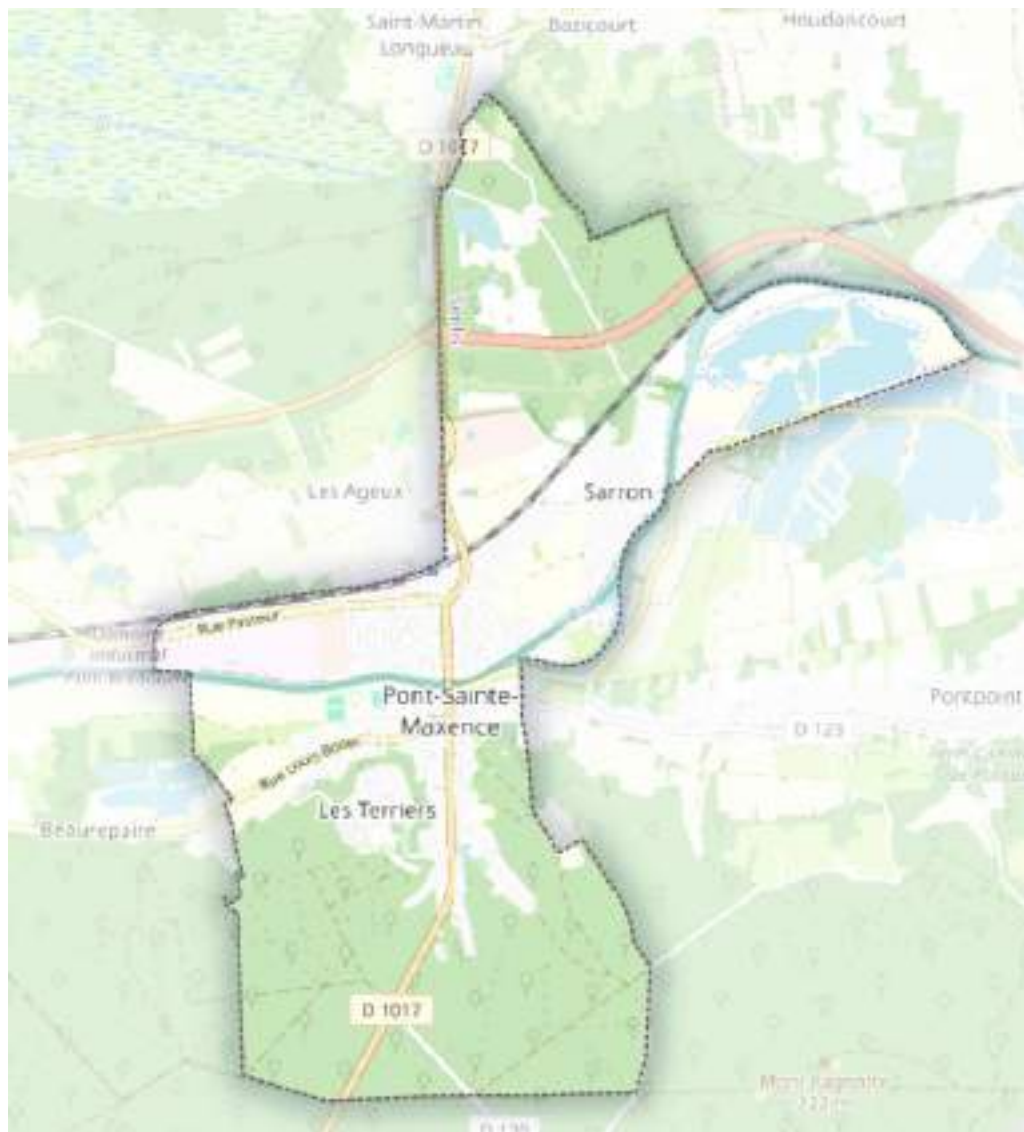
Pont-Sainte-Maxence est une commune française située dans le département de l'Oise, en région Hauts-de-France. La ville est à cheval sur l'Oise, à 41 km au sud-est de Beauvais (la préfecture de l'Oise). La commune se compose de la ville qui lui donne son nom, du village de Sarron et du hameau de Villette.

La commune est le siège de la communauté de communes des Pays d'Oise et d'Halatte qui regroupe 17 communes.

La commune est dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) des Pays d'Oise et d'Halatte.

Le territoire de Pont-Sainte-Maxence est bordé par les 13 communes suivantes dont certaines sur une longueur très limitée :

- au nord par les communes de Saint-Martin-Longueau et Les Ageux ;
- à l'est par les communes de Bazicourt, Houdancourt, Pontpoint, Villers-Saint-Frambourg ;
- au sud par la commune de Fleurine ;
- à l'ouest, par les communes de Verneuil-en-Halatte, Brenouille, Beaurepaire et Monceaux.



Fond de Carte « Open Street Map »

1.2. Population

La commune de Pont-Sainte-Maxence compte une population de 12 545 habitants en 2022. Pont-Sainte-Maxence est donc soumise aux dispositions du code de l'environnement qui s'appliquent aux agglomérations de plus de 10 000 habitants. Avec les villes voisines de Pontpoint et Les Ageux, elle forme une agglomération d'environ 17 000 habitants.

La superficie communale est de 14.76 km², ce qui donne une densité de population en 2022 de 836 habitants par km².

1.3. Axes de communication

Le territoire de la commune de Pont-Sainte-Maxence est traversé par deux axes routiers principaux :

- La route départementale D 1017 qui traverse la commune sur un axe nord-sud.
- La route départementale D 200.

La commune est également sur le parcours de la voie ferrée reliant Creil à Compiègne et dispose d'une gare qui dessert régulièrement Paris et St-Quentin.

1.4. Activités économiques et industrielles

La commune de Pont-Sainte-Maxence compte 364 entreprises d'après la seule chambre de commerce et d'industrie.

Elle compte une zone industrielle à l'ouest et une zone commerciale au nord-est de son territoire.

La commune compte également une grande densité de commerces en centre-ville et des activités commerciales en bordure de la D1017 et de la rue Pasteur.

1.5. Sites protégés

La commune de Pont-Sainte-Maxence est comprise en intégralité dans le périmètre du Parc Naturel Régional Oise Pays de France dont les prescriptions de la charte pour la publicité et les enseignes s'impose au présent RLP.

Elle compte également un site classé (la forêt d'Halatte et ses glacis agricoles), deux sites inscrits (vallée de la Nonette, Mont Calipet) et plusieurs monuments historiques classés ou inscrits.

Il s'agit notamment des églises Ste-Maxence et de Sarron. Le périmètre de protection des abords de ces monuments historiques couvre la quasi-totalité des centres historiques.

La commune est également concernée par le périmètre des abords de monuments situés dans la commune voisine de Pontpoint (ancienne abbaye de Moncel notamment).

La liste exhaustive et la cartographie des sites protégés figure en annexes du présent RLP.

Dans ces secteurs, la publicité est interdite par défaut. Elle peut cependant être réintroduite dans le PNR ou le périmètre de protection d'un monument historique (pas dessus) par l'instauration d'un RLP.

L'installation des enseignes est soumise à autorisation après accord de l'architecte des bâtiments de France à moins de 500 m ou dans le périmètre adapté des abords d'un monument historique classé ou inscrit.

1.6. Contexte géographique et paysager

La commune de Pont-Sainte-Maxence se caractérise par la diversité des paysages qui la compose. Elle est traversée en son milieu par l'Oise et tient en partie son nom du pont qui enjambe un méandre de l'Oise et relie les deux parties du centre-ville (centre historique au sud et quartiers de la gare au nord). Au sud, des coteaux abruptes en bordure de vallée suivis par un plateau sont recouverts par la forêt classée d'Halatte. Au nord, le paysage est plus ouvert, avec une dominante forestière passée les dernières zones urbanisées.

Le paysage urbain, quant à lui, présente dans la partie centre-ville un bâti présentant des qualités architecturales.



Vue sur le pont enjambant l'Oise et la partie sud du centre-ville



Vue sur le centre-ville commerçant

2. Historique de la démarche

2.1. Chronologie :

La commune ayant récupéré au premier janvier 2024 le pouvoir de police de la publicité mais n'étant pas dotée, jusqu'à présent, d'un règlement local de publicité, elle a souhaité engager l'élaboration de son règlement local de publicité. L'objectif est, d'une part, d'adapter la réglementation nationale aux caractéristiques de son territoire et d'autre part, de mettre en œuvre une politique environnementale plus qualitative en matière d'enseignes en particulier.

Le conseil municipal de Pont-Sainte-Maxence a donc délibéré le **27 février 2025 pour prescrire l'élaboration de son règlement local de publicité** et adapter la réglementation nationale à son territoire.

Les élus ont également décidé de mandater un bureau d'étude pour assister la commune dans l'élaboration du RLP. La mission qui a débuté en janvier 2025 est composée de deux phases :

- une phase préalable de diagnostic de la publicité extérieure ;
- une phase d'accompagnement dans la procédure d'élaboration du RLP.

1- Diagnostic de la publicité extérieure

Le diagnostic, réalisé en janvier et février 2025, établit un état des lieux de l'existant. Il a permis le repérage des irrégularités en matière d'affichage publicitaire et l'identification des dispositifs nécessitant un traitement spécifique, au-delà de la réglementation nationale. La phase de diagnostic du territoire s'est achevée par sa restitution en comité de pilotage regroupant les élus concernés le 26 février 2025.

2- Elaboration du Règlement Local de Publicité.

Au regard des problématiques mises au jour par le diagnostic, le conseil municipal s'est réuni pour débattre et s'accorder sur les orientations et objectifs du futur RLP le 2 avril 2025.

Comme annoncé lors du lancement de la démarche, une réunion publique (3 mars 2025) et deux ateliers de concertation (2 avril 2025) ont été organisés. afin de recueillir les avis de la population et plus particulièrement, des acteurs économiques locaux, des associations et des représentants des sociétés d'affichage.

Les services de l'Etat compétents en la matière ont été associés à cette procédure de révision du RLP. Ils ont notamment été invités par la commune à s'exprimer sur le projet de RLP lors d'une réunion « personnes publiques associées » le 11 juin 2025.

3. Diagnostic

3.1. *Objet du diagnostic*

Le diagnostic a été réalisé à partir d'une analyse de données et du cadre réglementaire applicable sur le territoire et d'un relevé de terrain.

Le diagnostic du territoire de Pont-Sainte-Maxence a permis de répondre à plusieurs objectifs :

- Le rappel du contexte réglementaire du territoire.
- L'identification des secteurs à enjeux en raison, notamment, de la densité de dispositifs de publicité extérieure et de la quantité de dispositifs non conformes ou mal intégrés.
- Le recensement exhaustif des publicités et préenseignes conformes et en infraction vis-à-vis du Code de l'environnement.
- En ce qui concerne les enseignes, un reportage photographique permettant d'évaluer l'impact des dispositifs dans leur contexte paysager, qu'ils soient conformes ou non avec les réglementations en vigueur a été réalisé. Il a permis de mettre en évidence certains dispositifs conformes mais portant un préjudice à la qualité architecturale et à la lisibilité des secteurs dans lesquels ils se trouvent et pouvant justifier une adaptation locale des règles nationales.

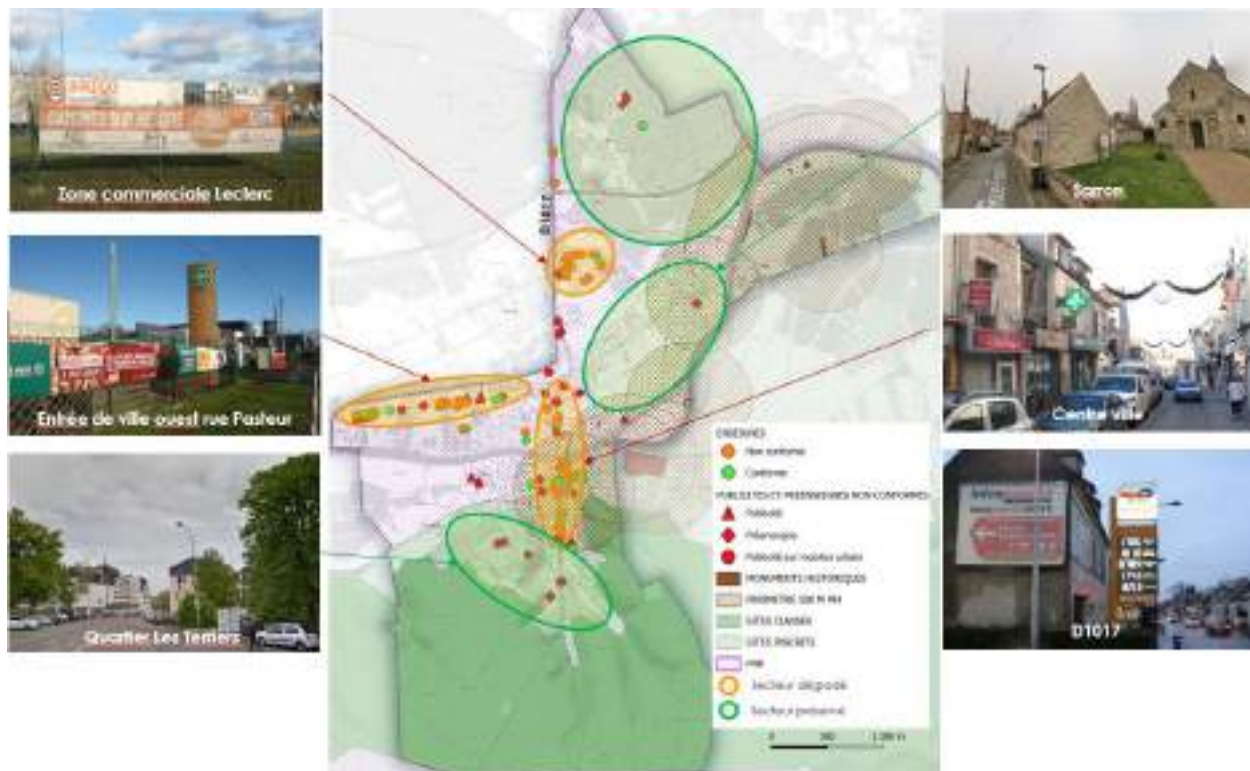
3.2. *Problèmes identifiés*

- **Les points noirs paysagers se situent le long des principaux axes du territoire, les entrées de ville et les zones commerciales qui les bordent** du fait, en particulier du surnombre et des formats des publicités scellées au sol, des enseignes et, accessoirement, des préenseignes.
- De la **publicité commerciale présente sur les principaux axes de la ville, et systématiquement non conforme.**
- Des **enseignes scellées au sol** en bordure des principaux axes routiers hors ou en agglomération **portant atteinte aux perspectives urbaines et paysagères.**
- Des **enseignes de centre-ville souvent non réglementaires et parfois de qualité médiocre.**
- A noter que le **mobilier urbain** en place support de publicité, n'est pas réglementaire du fait de sa présence dans un PNR et ne respecte pas dans l'ensemble sa fonction accessoirement publicitaire et ne remplit pas sa fonction d'information.

L'enjeu du RLP est d'apporter des réponses à ces problématiques en intégrant les objectifs de qualité paysagère attendus par la commune et en tenant compte de son appartenance au Parc Naturel Régional Oise Pays de France et de la présence de sites protégés à forte qualité paysagère et architecturale.

3.3. Cartographie des secteurs à enjeu

Le diagnostic à l'échelle de la commune a permis de cartographier les **secteurs à enjeux** importants en matière de publicité extérieure et les secteurs les plus impactés :



▪ Entrées de villes et zones d'activité

Les principaux points noirs paysagers de Pont-Sainte-Maxence se situent au niveau des entrées de ville et des zones d'activité commerciales et industrielles qui les bordent parfois.

En particulier, les zones industrielle et commerciale bordant la rue Pasteur et la D1017.

L'enjeu de maîtrise de la publicité extérieure et donc de la qualité et de la lisibilité de ces secteurs est d'autant plus fort qu'ils constituent des entrées de ville et influent sur l'image donnée par le territoire dans son ensemble. La lisibilité des entreprises qui les composent en dépend également.

▪ Le centre-ville

Le centre-ville de Pont-Sainte-Maxence est un important pôle commercial. L'immense majorité des commerces de type centre bourg s'y concentrent.

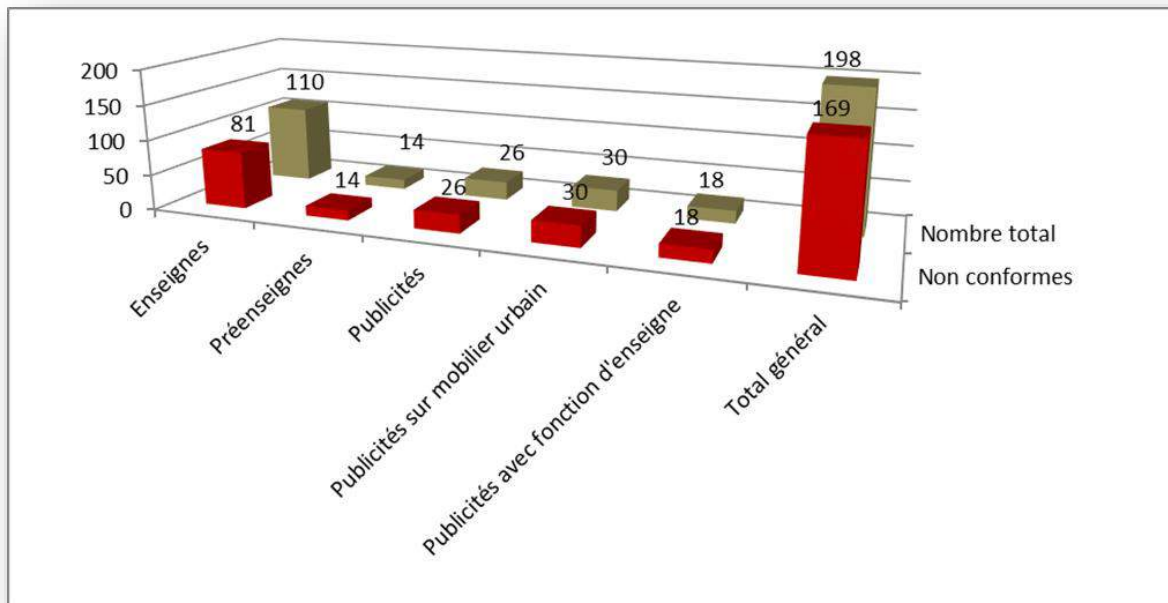
L'enjeu est d'améliorer la qualité et l'efficacité de la signalisation des commerces pour renforcer l'attractivité de ce pôle et améliorer la mise en valeur architecturale du centre-ville, compris dans le périmètre de protection autour de monuments historiques protégés.

▪ Reste du territoire, lotissements, secteurs naturels et ruraux

L'enjeu sur le reste du territoire est de maintenir l'état de préservation actuel, (peu ou pas de préenseignes) voire, même, de l'améliorer, en favorisant la qualité des enseignes isolées.

3.4. Synthèse statistique

A l'occasion du relevé de terrain, **198 dispositifs de publicité extérieure, enseigne et préenseignes ont été recensés**. 169 d'entre eux ne sont pas conformes avec les réglementations nationale et/ou locale, soit près des trois quarts des dispositifs. On ne peut pas en déduire un pourcentage global d'infraction, l'ensemble des enseignes n'ayant pas été relevé.



Les enseignes (y compris publicités avec fonction d'enseigne - relevé non exhaustif), représentent (64,6 %) des dispositifs recensés.
Les publicités représentent 28,3 % du total (dont 15,2 % pour le seul mobilier urbain).

Les préenseignes fixes (en excluant les chevalets amovibles) représentent 7,1 % des dispositifs relevés.

Les enseignes (y compris publicités avec fonction d'enseigne) représentent 58,6 % des dispositifs en infraction. Les publicités et préenseignes représentent 41,4 % des dispositifs non conformes.

La totalité des publicités et des préenseignes sont non conformes du fait de leur présence dans un Parc Naturel Régional !



Exemple de dispositifs publicitaires non conformes

4. Objectifs

Aujourd'hui, la réglementation nationale applicable contient des dispositions qui ne sont plus adaptées aux enjeux de préservation et de mise en valeur paysagère identifiés par la commune de Pont-Sainte-Maxence.

Rappel des objectifs généraux avancés lors de la délibération initiale prescrivant le RLP :

- Affirmer l'identité et l'image du territoire pour améliorer le bien-être des habitants et renforcer son attractivité touristique.
- Valoriser le patrimoine paysager visible notamment depuis les principaux axes du territoire en réduisant la pression de la publicité extérieure.
- Valoriser le patrimoine architectural, en particulier du centre-ville compris dans les périmètres de protection aux abords des monuments historiques classés et inscrits.
- Réintroduire de manière modérée la publicité dans les secteurs protégés pour permettre la communication municipale sur les événements et manifestations culturels et économiques locaux.
- Renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes en particulier).
- Harmoniser et améliorer la signalisation des entreprises et des pôles d'activité du territoire.
- Encadrer les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (dispositifs lumineux et notamment numériques) dans un souci de préservation de l'environnement et de développement durable (lutte contre la pollution visuelle excessive et les dispositifs énergivores en particulier).
- Prendre en compte la destination des zones à aménager ou les règlements des zones à protéger pour faire des prescriptions adaptées.

5. Orientations

Afin de mettre en œuvre les objectifs définis précédemment, la commune de Pont-Sainte-Maxence a défini les orientations permettant la rédaction de la partie réglementaire et des annexes graphiques de son nouveau Règlement Local de Publicité.

5.1. Les grandes orientations :

Grandes orientations :

- Renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes sur l'ensemble du territoire, notamment les entrées de ville ;
- Dans les centres historiques compris dans les périmètres de protection des monuments historiques, la qualité des enseignes sera définie en cohérence avec la qualité architecturale du secteur ;
- Réintroduire dans certaines zones la publicité sous certaines formes tolérées par la charte du Parc Naturel Régional Oise Pays de France pour les villes pôle (mobiliers urbains, publicité sur façade).
- Maintenir l'interdiction généralisée de la publicité numérique et maîtriser les enseignes lumineuses et en particulier numériques en les limitant à certaines formes et en réduisant les périodes d'éclairage.

Quatre niveaux de prescriptions pour le RLP :

- Zone réglementée n°1 (ZR1) : Centres historiques

Cette zone concerne les centres-villes (Pont-Sainte-Maxence, Sarron) à vocation principale d'habitat et de commerce concentrant l'essentiel du patrimoine architectural de la commune. Elle est quasiment intégralement comprise dans le périmètre des abords d'un monument historique.

- Zone réglementée n°2 (ZR2) : Habitations et équipements

Cette zone concerne l'intégralité des secteurs agglomérés dont le bâti a une vocation principale d'habitat hors ZR1. Elle comprend donc le hameau de Villette, les extensions directes des centres anciens, les zones d'habitat collectif, les zones d'habitat pavillonnaire et les équipements culturels et sportifs.

- Zone réglementée n°3 (ZR3) : Activités en agglomération

Cette zone regroupe les secteurs à forte vocation commerciale, de services, artisanale et industrielle dont les bâtiments ont, en majorité, une architecture adaptée à ce type d'activités (Zone d'activités).

- Zone réglementée n°4 (ZR4) : Hors agglomération

Zone comprenant des activités isolées ou en projet, ainsi que les secteurs naturels et ruraux.

5.2. Orientations pour les publicités et préenseignes

▪ ZR1 : Centres historiques et ZR2 : Habitations et équipements

- Maintien de l'interdiction des publicités ou préenseignes hors mobilier urbain de type mupi, mats porte affiche et hors abris voyageurs qui pourra comporter des publicités de 2 m² maximum.
- Pas de publicité numérique.

Justification : Le maintien de l'interdiction de la publicité dans le Parc Naturel Régional Oise Pays de France (PNROF) et dans le périmètre des abords des monuments historiques permet de protéger les centres historiques et les secteurs d'habitation en général des excès de la publicité extérieure.

La seule réintroduction effectuée par la commune concerne la publicité sur mobilier urbain en secteur protégé avec une limitation à 2m² maximum.

Cette réintroduction ne remet pas en question la préservation du patrimoine d'autant que la gestion des mobiliers urbains se fera exclusivement avec l'approbation des collectivités publiques ou établissements assimilés.

▪ ZR3 : Activités en agglomération

- Publicités et préenseignes maîtrisées dans les supports, les formats et la densité. Pas de dispositif scellé au sol et format mural limité à 4,7 m².
- Publicités sur mobilier urbain et abris voyageurs de 2m² maximum.
- Pas de publicité numérique.



Justification La réintroduction de la publicité sur façade petit format est admise dans la charte du PNROF. Il s'agit du meilleur moyen de concilier liberté d'expression et protection des entrées de villes, de préserver les perspectives paysagères et de favoriser la lisibilité des enseignes commerciales (moins de concurrence).

▪ ZR4 : Hors agglomération

Interdiction totale de la publicité (hors préenseignes dérogatoires).

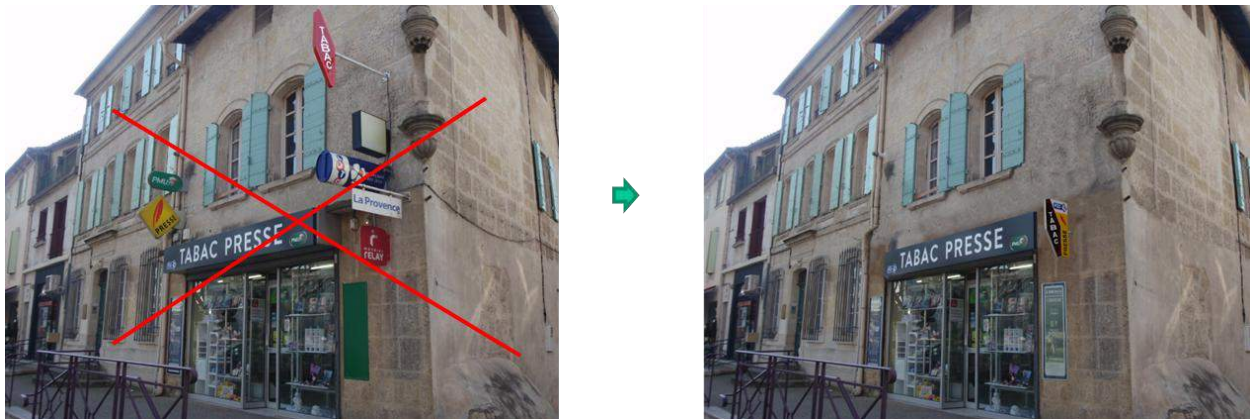
▪ Toutes zones

Maintien de l'interdiction de la publicité numérique.

5.3. Orientations pour les enseignes

▪ Enseignes sur façade de bâtiments d'habitation en ZR1 et ZR2

Favoriser la qualité esthétique et la lisibilité des façades commerciales en limitant le nombre et en favorisant la qualité des enseignes sur façade et en prenant en compte les évolutions du Grenelle 2 de l'environnement et la qualité architecturale du bâtiment support.



▪ Enseignes sur façade sur bâtiment à vocation d'activité (ZR2 et ZR3 en particulier)

Favoriser la qualité esthétique et la lisibilité des façades commerciales en limitant la surface des enseignes sur façade tel que le prévoit la réglementation nationale post Grenelle (15 % de la surface de la façade) et en limitant le nombre d'enseignes.

Limitation en nombre des enseignes sur façade.



▪ Enseignes scellées au sol

Améliorer la lisibilité des activités en limitant le nombre de dispositifs, comme le prévoit la réglementation nationale.

Réduire les formats et favoriser la qualité des dispositifs.



▪ Enseignes sur toiture

Conformément aux prescriptions de la charte du PNROF, proscrire les enseignes sur toiture terrasse au profit des enseignes sur façade pour ne pas gêner les perspectives sur les paysages environnants et favoriser la qualité des secteurs commerciaux.



▪ Enseignes numériques

Sauf exceptions, (croix de pharmacies, affichage numérique du prix des carburants par exemple), les enseignes numériques scellées au sol ou en drapeau sont interdites dans toutes les zones au même titre que les publicités numériques, pour éviter une pollution lumineuse forte et favoriser les économies d'énergie.

Seules les enseignes numériques derrière vitrine jusqu'à 2 m² maximum de surface cumulée sont admises.



Conclusion

Au regard des problèmes rencontrés sur son territoire, et pour protéger son patrimoine paysager et architectural, la commune de Pont-Sainte-Maxence a défini les objectifs et les orientations en matière de publicité extérieure.

L'élaboration du RLP vise à mettre en œuvre une politique environnementale plus qualitative en matière de publicité extérieure tout en préservant la visibilité et donc l'attractivité des commerces, notamment de centre-ville.

La simple application de la réglementation nationale en vigueur n'étant pas suffisante au regard des objectifs que s'est fixés la commune, un document réglementaire plus adapté que la réglementation nationale traduit ces objectifs de manière précise. Il constitue la pièce maîtresse du Règlement Local de Publicité introduit par le présent rapport de présentation.

Synthèse des orientations du RLP

(Toutes les prescriptions présentées sont des maximum)

PUBLICITE	Régime général PSM en agglomération	PRESCRIPTIONS		
		ZR1	ZR2	ZR3
Scellée ou posée au sol	Interdite (PNR)	Interdite	Interdite	Interdite
Murale	Interdite (PNR)	Interdite	Interdite	1 x 4,7 m ² /UF
Sur mobilier urbain	Interdite (PNR)	2 m²	2 m²	2 m²
Numérique	Interdite (PNR)	Interdite	Interdite	Interdite

* Y compris publicités et préenseignes lumineuses. Le seul procédé admis pour la publicité lumineuse est l'éclairage par transparence.

** Publicité interdite en ZR4 (hors agglomération)

ENSEIGNES	Régime général en ou hors agglomération	Toutes zones	ZR 1	ZR 2	ZR 3 & ZR 4
Scellée ou posée au sol	1 par voie bordant l'établissement (si 1 m ² ou +) 6 m ² 6,5 à 8 m de haut	1 par voie maximum (y compris < 1 m ²) dont 1 chevalet sur terrasse commerciale	6 m ² /4 m de haut, 1,8 m de large	6 m ² /4 m de haut, 1,8 m de large	6 m ² /4 m de haut, 1,8 m de large
A plat sur façade	15 % du support (25 % si < 50 m ²)	15 % du support Sur bâtiment d'habitation : 1 enseigne en bandeau par vitrine, 2 appliques de 0,5 m ²	Bât d'habitation : Hauteur des lettres bandeau : 0,4 m Bandeau : 0,7 m Bât d'activité : 2 enseignes. Bandeau : 1 m applique : 2 m ²	Bât d'habitation : Hauteur des lettres bandeau : 0,4 m Bandeau : 0,7 m Bât d'activité : 60 m ² unitaire 2 enseignes + 1/ 40 ml	60 m ² unitaire 2 enseignes + 1/ 40 ml
En drapeau			Bât d'habitation : 1x 0,36 m ² , 0,6 m de haut, 0,7 m saillie Bât d'activité : non	Bât d'habitation : 0,36 m ² , 0,6 m de haut, 0,7 m saillie Bât d'activité : non	Non
Sur toiture ou auvent	60 m ² 3 m de haut	Non sur toit terrasse	Non	Non	Sur toit incliné sans dépasser le faitage. Hauteur : 0,6 m
Numérique	Oui	Non sauf exceptions (croix pharmacies, prix carburants...)	Derrière vitrine 0,25 m ² unitaire et 2 m ² au total		



Règlement local de publicité

RLP

Partie réglementaire

Sommaire

Chapitre I	7
Dispositions générales - Toutes zones	7
Article 1.1 - Champ d'application	7
Article 1.2 - Délimitation des zones de publicité réglementée.....	7
1.2.1 - La Zone de publicité Réglementée n°1 (ZR1) – Centres historiques	8
1.2.2 - La Zone de publicité Réglementée n°2 (ZR2) - Habitation et équipements en agglomération	8
1.2.3 - La Zone de publicité Réglementée n°3 (ZR3) - Activités en agglomération ...	8
1.2.4 - La Zone de publicité Réglementée n°4 (ZR4) – Hors agglomération	8
Article 1.3 - Dispositions relatives à la publicité et aux préenseignes (hors ZR4).....	8
1.3.1 - Systèmes interdits	8
1.3.2 - Publicité dans les sites protégés	9
1.3.3 - Publicité sur palissades de chantier	9
1.3.4 - Publicité sur mobilier urbain.....	9
1.3.5 - Publicité lumineuse	9
1.3.6 - Bâches publicitaires et bâches de chantier	9
Article 1.4- Dispositions relatives aux enseignes	10
1.4.1 - Autorisation d'enseigne	10
1.4.2 – Surface des enseignes.....	10
1.4.3 - Systèmes interdits	10
1.4.4 - Prescriptions relatives aux enseignes lumineuses	10
Article 1.5 - Prescriptions relatives aux enseignes temporaires.....	11
Article 1.6 - Prescriptions relatives aux préenseignes temporaires.....	11
Article 1.7 - Affichage d'opinion	12

Chapitre II	13
Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°1 (ZR1) – Centres historiques	13
Article 2.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes	13
2.1.1 - Dispositifs interdits	13
Article 2.2 : Prescriptions relatives aux enseignes.....	13
2.2.1 - Systèmes interdits	13
2.2.2 - Enseignes scellées au sol	14
2.2.3 - Enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur	14
2.2.4 - Enseignes apposées perpendiculairement à un mur.....	17
2.2.5 - Les enseignes spécifiques aux périodes officielles de soldes	17
Chapitre III	18
Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°2 (ZR2) – Habitation et équipements en agglomération	18
Article 3.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes	18
3.1.1 - Dispositifs interdits	18
Article 3.2 : Prescriptions relatives aux enseignes.....	19
3.2.1 - Systèmes interdits	19
3.2.2 - Enseignes scellées au sol	19
3.2.3 - Enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur	19
3.2.4 - Enseignes apposées perpendiculairement à un mur.....	22
3.2.5 - Les enseignes spécifiques aux périodes officielles de soldes	22
Chapitre IV.....	23
Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°3 (ZR3) - Activités	
Article 4.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes	23
4.1.1 – Systèmes interdits.....	23
4.1.2 - Publicité à plat	23
Article 4.2 : Prescriptions relatives aux enseignes.....	24
4.2.1 - Systèmes interdits	24
4.2.2 - Les enseignes scellées au sol	24
4.2.3 - Les enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur.....	24
4.2.4 - Les enseignes apposées sur toiture	24

Chapitre V	25
Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°4 (ZR4) - Hors agglomération.....	25
Article 5.1 – Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes	25
Article 5.2 - Prescriptions relatives aux enseignes.	26
5.2.1 - Systèmes interdits	26
5.2.2 - Les enseignes scellées au sol.....	26
5.2.3 - Les enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur.....	26
5.2.4 - Les enseignes apposées sur toiture	26

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Publié le



ID : 060-216005033-20260218-2026011DEL-DE

Chapitre I

Dispositions générales - Toutes zones

Article 1.1 - Champ d'application

En application des dispositions du Code de l'Environnement livre V - titre VIII, le présent règlement adapte au contexte local la réglementation nationale.

Tous les points de la réglementation nationale qui ne sont pas expressément modifiés par le présent règlement restent applicables de plein droit.

Dispositifs ne relevant pas du présent règlement sur la publicité extérieure :

- La signalisation d'information locale (lames de micro-signalétique) est soumise aux dispositions du Code de la Route. L'article L.113-1 du Code de la Voirie Routière précise que seules les autorités chargées des services de la voirie sont habilitées à mettre en œuvre la signalisation routière. Ainsi, seule la commune est habilitée à créer ou à modifier cette signalisation.
- Les relais d'information service (RIS) posés et gérés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.
- Les journaux électroniques d'information (JEI) qui apposés par la commune diffusent des informations pratiques et d'intérêt général. Ils ne comportent pas de publicités et ne sont donc pas soumis aux dispositions du Code de l'Environnement.

Article 1.2 - Délimitation des zones de publicité réglementée

Quatre zones de publicité réglementée sont instituées couvrant l'ensemble du territoire de la commune de Pont-Sainte-Maxence. Ces zones sont délimitées sur le plan ci-annexé. Les prescriptions relatives à chacune de ces zones figurent dans les dispositions communes (articles 1.3 à 1.7) et dans les dispositions spécifiques à chaque zone (Chapitres II à V).

1.2.1 - La Zone de publicité Réglementée n°1 (ZR1) – Centres historiques

Cette zone, matérialisée en vert sur le plan annexé, concerne les centres-villes (Pont-Sainte-Maxence, Sarron) à vocation principale d'habitat et de commerce concentrant l'essentiel du patrimoine architectural de la commune. Elle est comprise dans le périmètre des abords d'un monument historique.

1.2.2 - La Zone de publicité Réglementée n°2 (ZR2) - Habitation et équipements en agglomération

Cette zone, matérialisée en jaune sur le plan annexé concerne l'intégralité des secteurs agglomérés dont le bâti a une vocation principale d'habitat hors ZR1. Elle comprend donc le hameau de Villette, les extensions directes des centres anciens, les zones d'habitat collectif, les zones d'habitat pavillonnaire et les équipements culturels et sportifs.

1.2.3 - La Zone de publicité Réglementée n°3 (ZR3) - Activités en agglomération

Cette zone, matérialisée en orange sur le plan annexé regroupe les secteurs à forte vocation commerciale, de services, artisanale et industrielle dont les bâtiments ont, en majorité, une architecture adaptée à ce type d'activités.

1.2.4 - La Zone de publicité Réglementée n°4 (ZR4) – Hors agglomération

Cette zone, en blanc sur le plan annexé, comprend l'intégralité du territoire communal situé hors agglomération telle qu'elle est définie par le code de la route et par l'arrêté du maire ci-annexé qui définit les limites d'agglomération de Pont-Sainte-Maxence. Elle correspond principalement aux secteurs non bâtis naturels et ruraux mais elle comprend également des secteurs à vocation d'activité et d'habitat isolés ou futurs.

Article 1.3 - Dispositions relatives à la publicité et aux préenseignes (hors ZR4)

Conformément à l'article L.581-6 du code de l'environnement, toute installation, remplacement ou modification d'un dispositif publicitaire doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du maire.

1.3.1 - Systèmes interdits

- La publicité et les préenseignes scellées ou posées au sol à l'exception des préenseignes dérogatoires, ainsi que de la publicité sur mobilier urbain et sur les abris voyageurs.
- Les oriflammes publicitaires et tout autre mât de pavoisement supportant de la publicité.
- Les échelles, les gouttières à colle ou tout autres dispositifs annexes fixes ou escamotables, sauf s'ils ne sont pas visibles d'une voie ouverte à la circulation du public.

1.3.2 - Publicité dans les sites protégés

- La commune étant en intégralité comprise dans la Parc Naturel Régional Oise Pays de France et partiellement dans le périmètre des abords autour de monuments historiques classés ou inscrits, toute publicité est interdite par défaut par la réglementation nationale, à l'exception de la publicité sur palissade de chantier.
- Toutefois, la publicité sur mobilier urbain (cf. lexique) et l'affichage d'opinion y sont réintroduits dans les conditions décrites dans le présent règlement.
- Les autres formes de publicités restent interdites, y compris les formes de publicité non décrites (micro-affichage par exemple – Cf. lexique), à l'exception de la publicité sur bâtiment en ZR3, dans les conditions décrites dans le chapitre IV relatif à cette zone.

1.3.3 - Publicité sur palissades de chantier

- Il peut être admis un seul dispositif par palissade le long d'une même voirie pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.
- La surface unitaire maximale est de 4 m², encadrement compris.
- La partie supérieure du dispositif doit être implantée à une hauteur maximale de 3 m par rapport au sol.
- La durée d'installation est limitée à la durée du chantier.

1.3.4 - Publicité sur mobilier urbain

Dans le respect de l'article R.581-42 du Code de l'Environnement, le mobilier urbain (cf. lexique) ne peut être support de publicité qu'à titre accessoire eu égard à sa fonction principale.

- Le caractère accessoire de la publicité sur le mobilier urbain doit être strictement respecté en tenant compte notamment du sens de circulation et de la visibilité de l'information municipale.
- Le mobilier urbain et les abris voyageurs peuvent recevoir une ou plusieurs publicités d'une surface unitaire maximale de 2 m².
- Les mobiliers urbains supports de publicité de type « mobilier urbain pour l'information » ne doivent pas dépasser une hauteur de 2,75 m.

1.3.5 - Publicité lumineuse

- La publicité numérique est interdite.
- La publicité lumineuse est interdite sur les toitures, terrasses tenant lieu de toiture, balcons et balconnets.
- L'éclairage externe des dispositifs par des procédés en saillie est interdit.
- Les dispositifs doivent être éteints par défaut entre 24 h et 6 h (y compris pour les mobiliers urbains supports de publicités), à l'exception des mobiliers urbains affectés aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services.

1.3.6 - Bâches publicitaires et bâches de chantier

- La publicité sur bâches publicitaires et bâches de chantier est interdite.

Article 1.4- Dispositions relatives aux enseignes

1.4.1 - Autorisation d'enseigne

- Conformément à l'article L.581-18 du Code de l'Environnement, toute installation d'enseigne doit faire l'objet d'une autorisation préalable du maire, après présentation du dossier de demande d'installation d'enseigne en complétant le formulaire CERFA en vigueur au moment de la demande. Dans le périmètre des abords d'un monument historique classé ou inscrit, l'autorisation est accordée après accord de l'architecte des bâtiments de France.

- L'autorisation pourra être refusée si les enseignes, par leurs dimensions, leur nombre, leurs couleurs, leur forme ou leur implantation, portent atteinte à la qualité architecturale, urbaine ou paysagère des lieux. Les enseignes doivent en effet respecter le caractère architectural du bâtiment et leur intégration dans leur environnement immédiat. Elles s'harmonisent avec les lignes horizontales et verticales de composition de la façade et tiennent compte de l'emplacement des baies, des portes d'entrée, des porches, des piliers, des arcades et de toutes les modénatures.

1.4.2 – Surface des enseignes

- L'ensemble des enseignes sur façade ou sur mur de clôture et de soutènement (à plat et perpendiculaires cumulées) ne peut pas occuper plus de 15 % de la surface de la façade commerciale ou de la clôture de l'établissement concerné. La surface unitaire des enseignes ne peut toutefois dépasser 60 m².

- Pour les enseignes en lettres et/ou signes découpé(e)s, la superficie de l'enseigne est calculée sur la base du parallélogramme dans lequel s'inscrivent ces lettres et/ou signes.

- Le panneau de fond ou l'aplât de couleur se distinguant de la couleur de la façade d'un bâtiment et servant de support aux inscriptions doit être comptabilisé dans le calcul de la superficie totale d'une enseigne.

1.4.3 - Systèmes interdits

- Les enseignes sur balcon et sur une clôture non aveugle. Dans ce dernier cas de figure, une enseigne de 1,5 m² maximum pourra être admise s'il n'y a pas d'autre solution technique visible depuis l'espace public.

- Les enseignes sur toit terrasse.

- Les enseignes sur façade en dehors de la partie dédiée à l'activité de la devanture, notamment, sur des portions comportant les portes d'accès aux habitations des étages ou au niveau des étages.

- Les enseignes scellées au sol de moins de 1 m².

- Les enseignes scellées au sol de plus de 2 faces.

- Les enseignes en vitrophanie sur façade si la surface cumulée des enseignes dépasse 15 % de la façade commerciale.

- Les enseignes posées au sol sauf chevalets dans l'emprise d'une terrasse commerciale en ZR1 (article 2.2.2) et ZR2 (article 3.2.2).

1.4.4 - Prescriptions relatives aux enseignes lumineuses

- Afin d'améliorer la qualité esthétique de ces dispositifs, les enseignes scellées au sol ne peuvent pas être les supports d'éclairage externe par projection.

- Sur bâtiment à vocation principale d'habitation, les lettres ~~retroéclairées~~ ou les réglettes diffusantes sont à préférer aux spots qui doivent rester discrets et dont le faisceau doit être dirigé uniquement vers l'enseigne.
- Les dispositifs d'éclairage externes des enseignes apposées à plat sur façade ne peuvent pas dépasser une saillie de 20 cm par rapport au mur support.
- Les enseignes lumineuses type leds et numériques apposées perpendiculairement à la façade sont interdites à l'exception des enseignes signalant les pharmacies et les services d'urgence.
- Les enseignes lumineuses numériques scellées au sol sont interdites, sauf croix de pharmacies et affichage des prix obligatoires.
- Les enseignes lumineuses (y compris numériques) animées sont interdites.
- Les enseignes numériques apposées à plat sur un mur sont interdites.
- Les enseignes lumineuses (y compris numériques) apposées derrière une vitrine sont limitées à une surface unitaire de 0,25 m² et cumulée de 2 m² par établissement.
- Les enseignes lumineuses (y compris derrière vitrine) doivent être éteintes à la fermeture au public de l'établissement signalé, et ce, jusqu'à sa réouverture.

Article 1.5 - Prescriptions relatives aux enseignes temporaires

- Elles sont soumises aux prescriptions relatives aux enseignes de la zone dans laquelle elles sont installées. Elles ne doivent pas être installées en plus du nombre d'enseignes autorisées par établissement dans la zone à l'exception des enseignes apposées à plat sur façade lors des périodes officielles des soldes et en cas de liquidation de biens. Ces enseignes temporaires surnuméraires doivent être apposées uniquement sur vitrine. En tout état de cause, le cumul de la surface des enseignes apposées sur façade ne peut pas dépasser 15 % de la façade commerciale.
- Pour les opérations de plus de trois mois (Cf. lexique), il ne peut y avoir qu'une enseigne scellée au sol ou apposée directement sur le sol par voirie bordant l'opération, quelle que soit la zone. La surface maximale de cette enseigne est de 6 m². Sa hauteur maximum est de 4 m.
- Il peut être apposé une enseigne sur façade par opération de location ou de vente d'une surface de 1,5 m² maximum. Cette enseigne est apposée, s'il y en a, devant une baie du bâtiment mis en location ou en vente.
- Les enseignes temporaires sur palissade de chantier sont limitées à 1 dispositif d'une surface maximale de 6 m² par palissade.

Article 1.6 - Prescriptions relatives aux préenseignes temporaires

(Cf. lexique)

- En agglomération, elles ne peuvent occuper que les emplacements prévus pour la publicité.
- Hors agglomération, les opérations et manifestations exceptionnelles mentionnées à l'article L. 581-20 du code de l'environnement doivent être signalées dans les conditions prévues par la réglementation nationale pour les préenseignes temporaires.

Article 1.7 - Affichage d'opinion

Dans les zones de publicité réglementée situées en agglomération, les emplacements réservés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif sont implantés selon les modalités fixées aux articles R.581-2 à 4 du Code de l'Environnement et par l'arrêté municipal qui en découle.

Chapitre II

Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°1 (ZR1) – Centres historiques

Article 2.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes

2.1.1 - Dispositifs interdits

- La publicité numérique.
- La publicité scellée au sol, à l'exception de la publicité sur mobilier urbain.
- La publicité apposée à plat sur un support, à l'exception de la publicité sur palissades de chantier et sur mobilier urbain de type abris voyageur.
- La publicité sur mobilier urbain ou sur abris voyageur à moins de 100 m d'un monument historique classé ou inscrit.

Article 2.2 : Prescriptions relatives aux enseignes

2.2.1 - Systèmes interdits

- Les enseignes sur toiture.
- Les enseignes éclairées par transparence de type "caisson lumineux" à l'exception des logos de 0,5 m² maximum et des lettres découpées de type boîtier rétro éclairé.
- Les enseignes lumineuses sur lambrequin de store s'il ne s'agit pas de l'enseigne principale ou qu'une autre enseigne apposée à plat sur la façade d'établissement est déjà lumineuse.
- Les enseignes sur vitrine de type film opaque ou vitrophanie, sauf signes ou lettres découpées dans les conditions décrites à l'article 2.2.3.
- Tout système (banderoles, mats porte-drapeaux, structures gonflables) autre que ceux mentionnés aux paragraphes 2.2.2 à 2.2.5.

2.2.2 - Enseignes scellées au sol

- Chaque établissement peut bénéficier d'une seule enseigne scellée au sol, quelle que soit la surface de l'enseigne.
- L'enseigne est implantée uniquement le long de la voie comportant une entrée destinée au public.
- Elle ne peut se cumuler avec une enseigne apposée perpendiculairement à un mur.
- Les enseignes scellées au sol autorisées sont de type totem (monopied), limitées à 4 m de hauteur, 1,8 m de large et à 6 m² maximum.
- Lorsque deux entreprises ou plus sont situées dans un même bâtiment situé sur une même unité foncière et que l'entrée destinée au public est située le long de la même voie, les enseignes doivent être regroupées sur un même totem.

Cas particulier des enseignes apposées sur l'emprise des terrasses commerciales.

- Une enseigne scellée ou posée au sol est admise sur l'emprise de la terrasse commerciale de chaque établissement.
- Elle ne peut dépasser 0,8 m de large et 1,2 m de haut.
- Elle doit laisser un passage libre sur trottoir de 1,4 m minimum.
- Les couleurs fluorescentes, les images figuratives ainsi que les dispositifs mobiles sont proscrits.

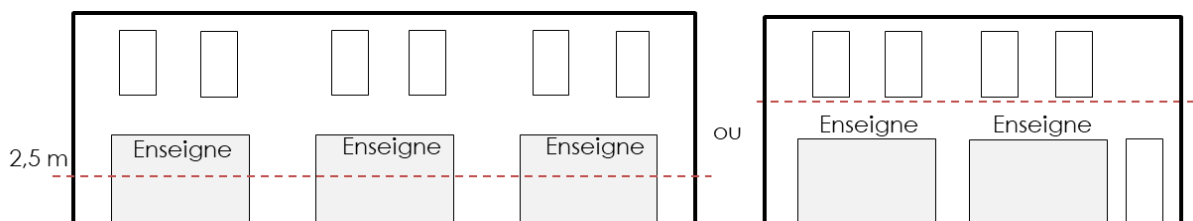
2.2.3 - Enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur

Trois catégories d'enseignes à plat sur façade sont autorisées sur bâtiments à vocation d'activité de moins de 4 m de haut ou à vocation principale d'habitation :

Les enseignes en bandeau

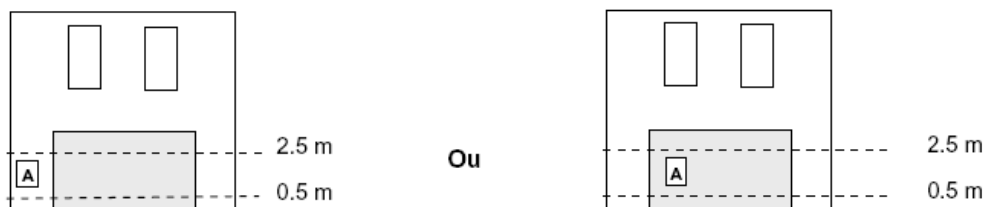
- Si la devanture est en feuillure (Cf. lexique), avec un entourage en pierres apparentes, l'enseigne doit être réalisée en lettres découpées apposées directement sur les murs (sauf sur l'imposte surplombant la vitrine ou pour les logos). Dans tous les cas, les scellements se feront dans les joints, entre les pierres.
- Si la devanture est en applique (Cf. lexique) de style ancien (coffrage en bois par exemple), l'enseigne doit être peinte directement sur le linteau ou exécutée en lettres découpées. Le panneau du linteau doit être de la teinte générale du coffrage.
- Dans les autres cas (devantures en feuillure dont la façade est recouverte d'un enduit, devantures en applique modernes) un panneau de fond peut être autorisé.
- La hauteur du bandeau support sur lequel s'inscrivent les lettres est limitée à 0,7 m (sauf pour les enseignes apposées dans l'emprise d'une imposte surplombant la vitrine).
- Dans tous les cas, la hauteur des lettres composant l'enseigne en bandeau ne doit pas dépasser 0,4 m de haut. Deux lignes de caractères sont admises si le cumul de hauteur des lettrages ne dépasse pas 0,4 m.
- La saillie maximale des enseignes en bandeau est de 0,05 m par rapport au support.

- Le nombre maximum d'enseignes en bandeau par façade d'établissement, correspond au nombre de vitrines individualisées, séparées par un montant, présentes sur la façade commerciale.
- Les enseignes en bandeau ne doivent pas dépasser en largeur l'emprise des baies.
- Elles ne peuvent être implantées au-dessus de l'allège des fenêtres du premier étage (dans la limite du premier étage si l'activité ne s'exerce pas aux étages supérieurs) ni à moins de 2,5 m du nu du sol du trottoir ou de la chaussée.



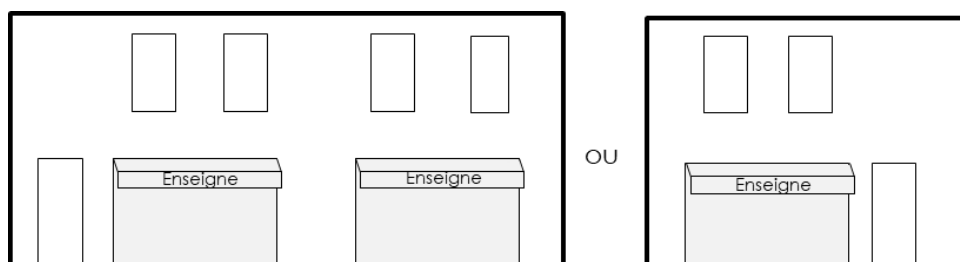
Les enseignes en applique

- Une, voire deux enseignes en applique (si symétriques) par façade d'établissement sont admises en sus des enseignes en bandeau sur les montants bordant les vitrines ou sur vitrine.
- La surface individuelle maximum de cette enseigne est de 0,5 m².
- La saillie maximale des enseignes en applique est de 0,02 m par rapport au support.
- Elle doit être à une hauteur comprise entre 0,5 m et 2,5 m du nu du sol du trottoir ou de la chaussée.

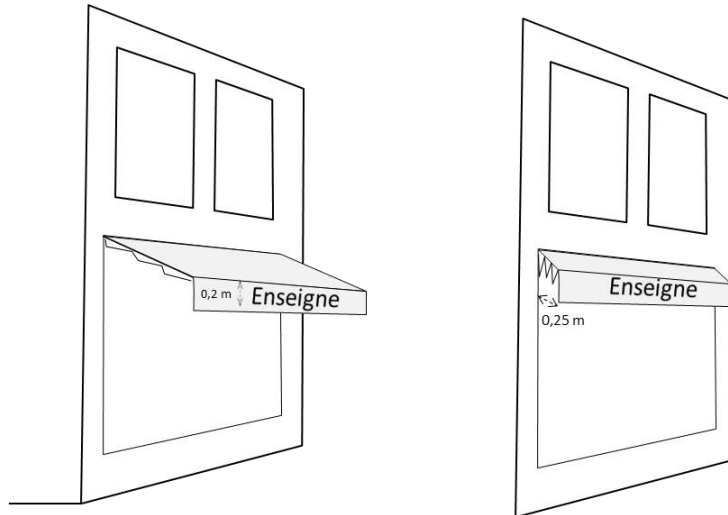


Les enseignes sur auvent de type store banne

- Des enseignes sur auvents (bannes) sont admises en sus des enseignes en bandeau. Elles ne peuvent cependant occuper que la frange verticale des auvents (lambrequins) sous la forme de lettres découpées. La hauteur des lettres est limitée à 0,2 m sur une ligne de caractères.

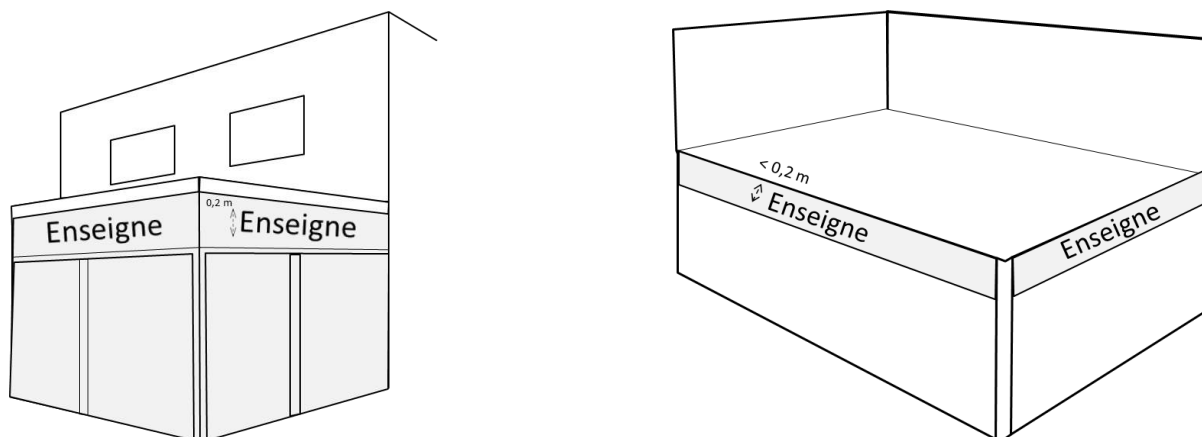


- Les enseignes sur auvent fixe ou rétractable (en position repliée) ne doivent pas dépasser une saillie de 0,25 m par rapport au nu de la façade sur laquelle est fixé l'auvent.
- La partie supérieure de ces enseignes doit rester dans l'emprise du rez-de-chaussée et ne doit pas dépasser les appuis des fenêtres du premier étage.



Les enseignes sur auvent dur, marquise ou pergola

- Des enseignes sur auvents ou marquises durs sont admises uniquement sur la structure ou sur les vitrines (pergola), sans dépasser la structure en hauteur.
- La hauteur des lettres est limitée à 0,2 m de haut sur une ligne d'écriture.

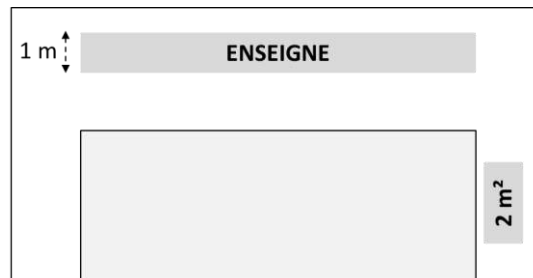


Les enseignes aux étages d'un bâtiment :

Il peut être autorisé des enseignes aux étages du bâtiment si l'activité s'y exerce. Ces dernières doivent être apposées sur les impostes ou lambrequins de store (sans saillie) dédiés, au-dessus des baies.

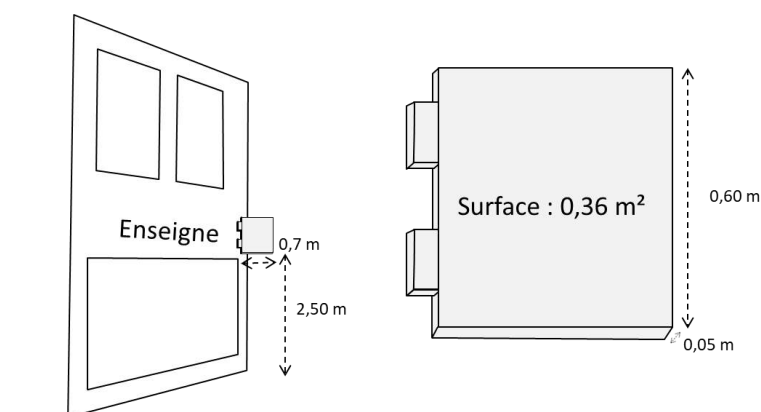
Enseignes à plat sur les bâtiments à vocation principale d'activité 4 m de haut et plus

- Une enseigne en bandeau de 1 m de haut maximum par façade est admise.
- Une seule enseigne en applique limitée à 2 m² par façade d'établissement est admise.
- La saillie de ces enseignes par rapport au support est limitée à 0,05 m.



2.2.4 - Enseignes apposées perpendiculairement à un mur

- Sous couvert de la compatibilité avec le règlement de voirie communal, une seule enseigne est autorisée par façade d'établissement.
- Ces dispositifs ont au maximum, une surface de 0,36 m², une épaisseur de 0,05 m, une hauteur de 0,6 m et une saillie par rapport à la façade de 0,70 m, dans la limite de 10 % de la distance séparant les deux alignements de façades.
- Sur bâtiment d'activité de plus de 4 m de haut, les enseignes apposées perpendiculairement au mur sont interdites.
- Les enseignes perpendiculaires doivent être implantées au même niveau que l'enseigne en bandeau (sauf enseignes sur impostes).
- La partie inférieure de l'enseigne doit être positionnée à une hauteur minimum de 2,50 m par rapport au nu du sol du trottoir.
- L'enseigne perpendiculaire ne peut se cumuler avec une enseigne scellée au sol.



2.2.5 - Les enseignes spécifiques aux périodes officielles de soldes

Les enseignes annonçant les soldes doivent être apposées uniquement sur vitrine, sauf en l'absence de vitrine et en cas de vente ou de liquidation de bien.

Chapitre III

Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°2 (ZR2) – Habitation et équipements en agglomération

Article 3.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes

3.1.1 - Dispositifs interdits

- La publicité numérique.
- La publicité scellée au sol, à l'exception de la publicité sur mobilier urbain.
- La publicité apposée à plat sur un support, à l'exception de la publicité sur palissades de chantier et sur mobilier urbain de type abris voyageur.

Article 3.2 : Prescriptions relatives aux enseignes

3.2.1 - Systèmes interdits

- Les enseignes sur toiture.
- Les enseignes éclairées par transparence de type "caisson lumineux" à l'exception des dispositifs opaques diffusant uniquement le lettrage, des logos de 0,5 m² maximum et des lettres découpées de type boîtier rétro éclairé.
- Les enseignes sur vitrine de type film opaque ou vitrophanie, sauf signes ou lettres découpées dans les conditions décrites à l'article 3.2.3.- Tout système (banderoles, mats porte-drapeaux, structures gonflables) autre que ceux mentionnés aux paragraphes 3.2.2 à 3.2.5

3.2.2 - Enseignes scellées au sol

- Chaque établissement peut bénéficier d'une seule enseigne scellée au sol, quelle que soit la surface de l'enseigne.
- L'enseigne est implantée uniquement le long de la voie comportant une entrée destinée au public.
- Elle ne peut se cumuler avec une enseigne apposée perpendiculairement à un mur.
- Les enseignes scellées au sol autorisées sont de type totem (monopied), limitées à 4 m de hauteur, 1,8 m de large et à 6 m² maximum.
- Lorsque deux entreprises ou plus sont situées dans un même bâtiment situé sur une même unité foncière et que l'entrée destinée au public est située le long de la même voie, les enseignes doivent être regroupées sur un même totem.

Cas particulier des enseignes apposées sur l'emprise des terrasses commerciales.

- Une enseigne scellée ou posée au sol est admise sur l'emprise de la terrasse commerciale de chaque établissement.
- Elle ne peut dépasser 0,8 m de large et 1,2 m de haut.
- Elle doit laisser un passage libre sur trottoir de 1,4 m minimum.
- Les couleurs fluorescentes, les images figuratives ainsi que les dispositifs mobiles sont proscrits.

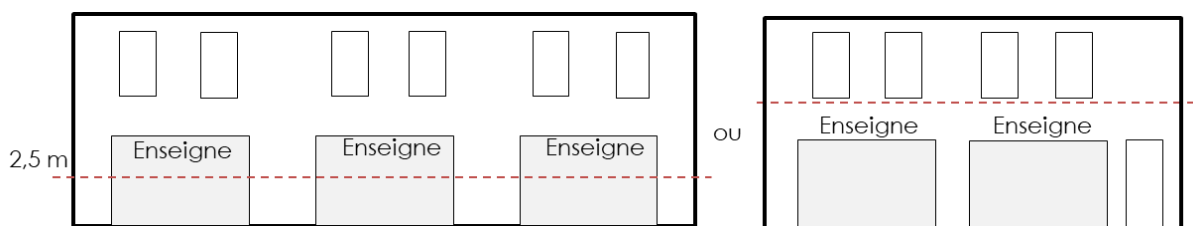
3.2.3 - Enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur

Trois catégories d'enseignes à plat sur façade sont autorisées sur bâtiments à vocation d'activité de moins de 4 m de haut ou à vocation principale d'habitation :

Les enseignes en bandeau

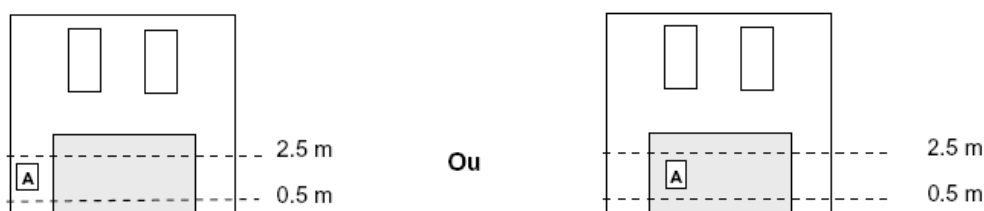
- La hauteur du bandeau support sur lequel s'inscrivent les lettres est limitée à 0,7 m (sauf pour les enseignes apposées dans l'emprise d'une imposte surplombant la vitrine).

- La hauteur des lettres composant l'enseigne en bandeau ne doit pas dépasser 0,4 m de haut. Deux lignes de caractères sont admises si le cumul de hauteur des lettrages ne dépasse pas 0,4 m.
- La saillie maximale des enseignes en bandeau est de 0,05 m par rapport au support.
- Le nombre maximum d'enseignes en bandeau par façade d'établissement, correspond au nombre de vitrines individualisées, séparées par un montant, présentes sur la façade commerciale.
- Elles ne peuvent être implantées au-dessus de l'allège des fenêtres du premier étage (dans la limite du premier étage si l'activité ne s'exerce pas aux étages supérieurs) ni à moins de 2,5 m du nu du sol du trottoir ou de la chaussée.



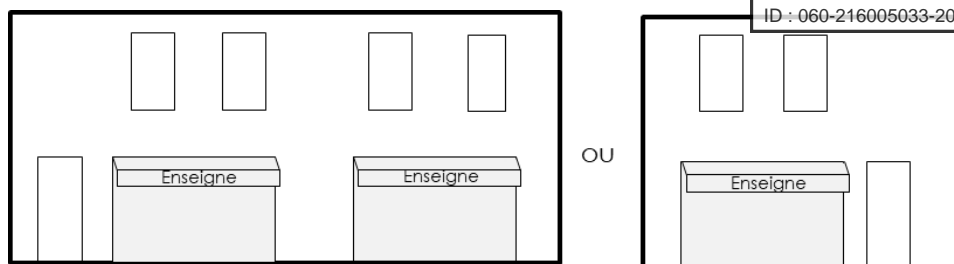
Les enseignes en applique

- Une, voire deux enseignes en applique (si symétriques) par façade d'établissement sont admises en sus des enseignes en bandeau sur les montants bordant les vitrines ou sur vitrine.
- La surface individuelle maximum de cette enseigne est de 0,5 m².
- La saillie maximale des enseignes en applique est de 0,02 m par rapport au support.
- Elle doit être à une hauteur comprise entre 0,5 m et 2,5 m du nu du sol du trottoir ou de la chaussée.



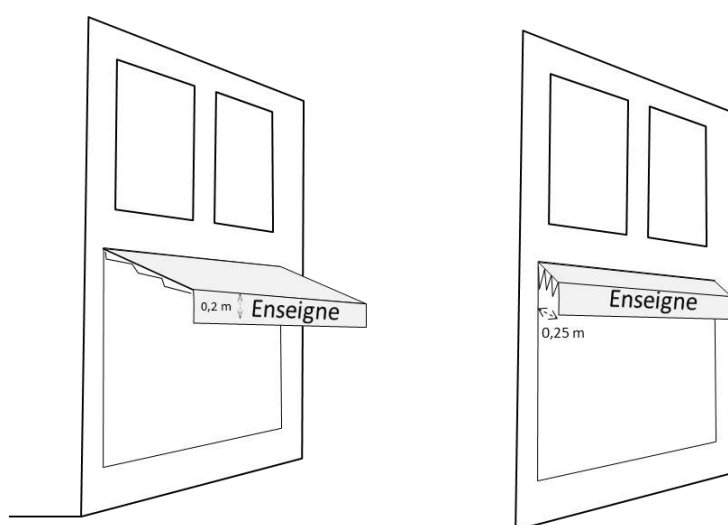
Les enseignes sur auvent de type store banne

- Des enseignes sur auvents (bannes) sont admises en sus des enseignes en bandeau. Elles ne peuvent cependant occuper que la frange verticale des auvents (lambrequins) sous la forme de lettres découpées. La hauteur des lettres est limitée à 0,2 m sur une ligne de caractères.



- Les enseignes sur auvent fixe ou rétractable (en position repliée) ne doivent pas dépasser une saillie de 0,25 m par rapport au nu de la façade sur laquelle est fixé l'auvent.

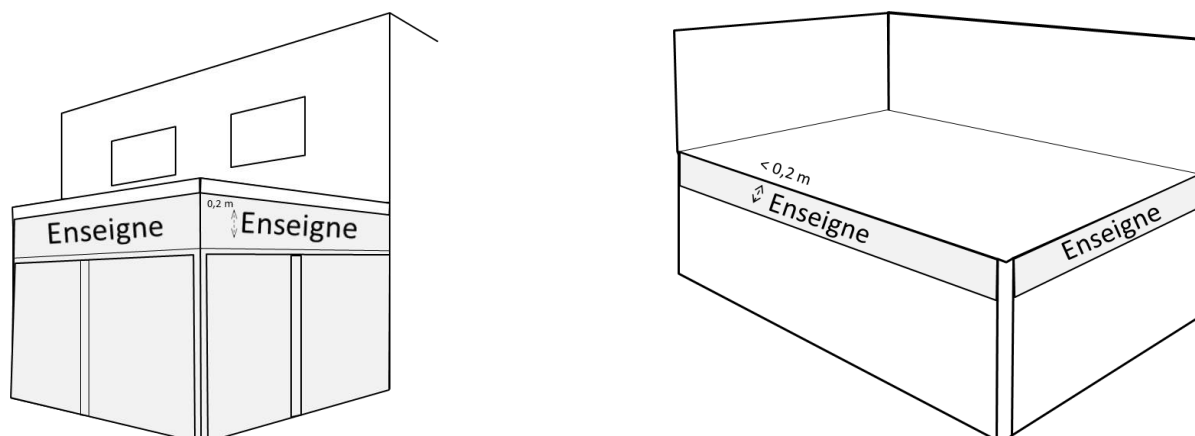
- La partie supérieure de ces enseignes doit rester dans l'emprise du rez-de-chaussée et ne doit pas dépasser les appuis des fenêtres du premier étage.



Les enseignes sur auvent dur, marquise ou pergola

- Des enseignes sur auvents ou marquises durs sont admises uniquement sur la structure ou sur les vitrines (pergola), sans dépasser la structure en hauteur.

- La hauteur des lettres est limitée à 0,2 m de haut sur une ligne d'écriture.



Les enseignes aux étages d'un bâtiment :

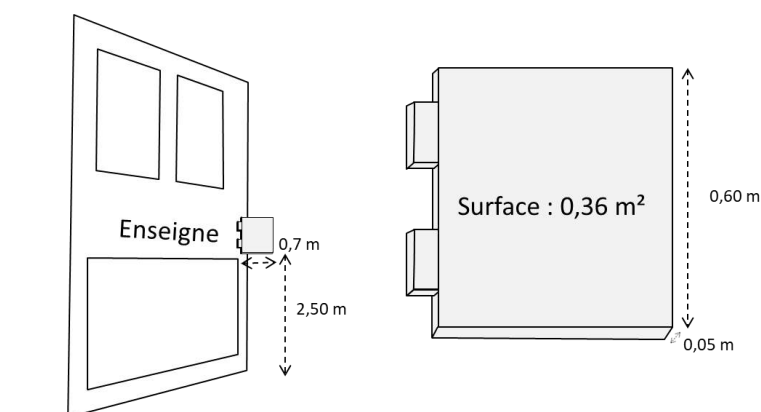
Il peut être autorisé des enseignes aux étages du bâtiment si l'activité s'y exerce. Ces dernières doivent être apposées sur les impostes ou lambrequins de store (sans saillie) dédiés, au-dessus des baies.

Enseignes à plat sur les bâtiments à vocation principale d'activité 4 m de haut et plus

- Le nombre d'enseignes apposées à plat est limité à 2 dispositifs par façade d'établissement plus un dispositif au-delà de 40 m linéaires de façade et par tranche de 40 m linéaires de façade supplémentaire.

3.2.4 - Enseignes apposées perpendiculairement à un mur

- Sous couvert de la compatibilité avec le règlement de voirie communal, une seule enseigne est autorisée par façade d'établissement.
- Ces dispositifs ont au maximum, une surface de $0,36 \text{ m}^2$, une épaisseur de $0,05 \text{ m}$, une hauteur de $0,6 \text{ m}$ et une saillie par rapport à la façade de $0,70 \text{ m}$, dans la limite de 10 % de la distance séparant les deux alignements de façades.
- Sur bâtiment d'activité de plus de 4 m de haut, les enseignes apposées perpendiculairement au mur sont interdites.
- Les enseignes perpendiculaires doivent être implantées au même niveau que l'enseigne en bandeau (sauf enseignes sur impostes).
- La partie inférieure de l'enseigne doit être positionnée à une hauteur minimum de $2,50 \text{ m}$ par rapport au nu du sol du trottoir.
- L'enseigne perpendiculaire ne peut se cumuler avec une enseigne scellée au sol.



3.2.5 - Les enseignes spécifiques aux périodes officielles de soldes

Les enseignes annonçant les soldes doivent être apposées uniquement sur vitrine, sauf en l'absence de vitrine et en cas de vente ou de liquidation de bien.

Chapitre IV.

Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°3 (ZR3) - Activités

Article 4.1 : Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes

4.1.1 – Systèmes interdits

- la publicité numérique.
- la publicité scellée au sol, à l'exception de la publicité sur mobilier urbain ou sur abris voyageurs.

4.1.2 - Publicité à plat

- Les murs de clôture et de soutènement ne peuvent pas servir de support pour la publicité.
- Seuls les murs strictement aveugles peuvent recevoir de la publicité.
- Il ne peut être admis qu'un dispositif maximum par unité foncière.
- Les dispositifs publicitaires muraux doivent faire 4,7 m² maximum, encadrement compris.
- Le dispositif doit être implanté à une hauteur maximum de 4 m.

Article 4.2 : Prescriptions relatives aux enseignes

4.2.1 - Systèmes interdits

- Les enseignes sur toit terrasse.
- Les enseignes posées directement sur le sol.
- Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur.
- Tout système (banderoles, mats porte-drapeaux, structures gonflables) autre que ceux mentionnés aux paragraphes 4.2.2 à 4.2.4

4.2.2 - Les enseignes scellées au sol

- Chaque établissement peut bénéficier d'une seule enseigne scellée au sol, quelle que soit la surface de l'enseigne, le long de chaque voie comportant une entrée destinée au public.

L'enseigne individuelle scellée au sol est de type totem (monopied), limitée à 4 m de hauteur, 1,8 m de large et à 6 m² maximum.

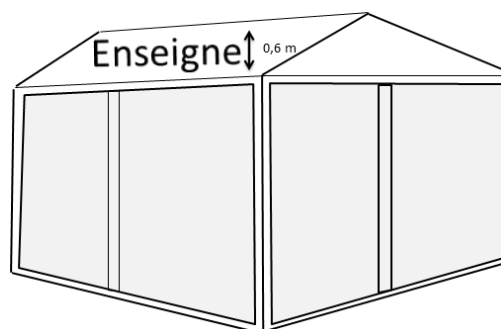
- Lorsque deux entreprises ou plus sont situées dans un même bâtiment situé sur une même unité foncière et que l'entrée destinée au public est située le long de la même voie, les enseignes doivent être regroupées sur un même totem.

4.2.3 - Les enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur

- Le nombre d'enseignes apposées à plat est limité à 2 dispositifs par façade d'établissement plus un dispositif au-delà de 40 m linéaires de façade et par tranche de 40 m linéaires de façade supplémentaire.

4.2.4 - Les enseignes apposées sur toiture

- Les enseignes en lettres découpées sont autorisées sur les toitures inclinées si elles ne dépassent pas le faîtiage du toit.
- La hauteur maximale de l'enseigne est de 0,6 m.



Chapitre V

Prescriptions relatives à la Zone de publicité Réglementée n°4 (ZR4) - Hors agglomération

Article 5.1 – Prescriptions relatives à la publicité et aux préenseignes

- Toute forme de publicité est interdite, à l'exception des préenseignes dérogatoires et temporaires qui sont soumises aux dispositions de la réglementation nationale.

Article 5.2 - Prescriptions relatives aux enseignes.

5.2.1 - Systèmes interdits

- Les enseignes sur toit terrasse.
- Les enseignes posées directement sur le sol.
- Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur.
- Tout système (banderoles, mats porte-drapeaux, structures gonflables) autre que ceux mentionnés aux paragraphes 5.2.2 à 5.2.4.

5.2.2 - Les enseignes scellées au sol

- Chaque établissement peut bénéficier d'une seule enseigne scellée au sol, quelle que soit la surface de l'enseigne, le long de chaque voie comportant une entrée destinée au public.

L'enseigne individuelle scellée au sol est de type totem (monopied), limitée à 4 m de hauteur, 1,8 m de large et à 6 m² maximum.

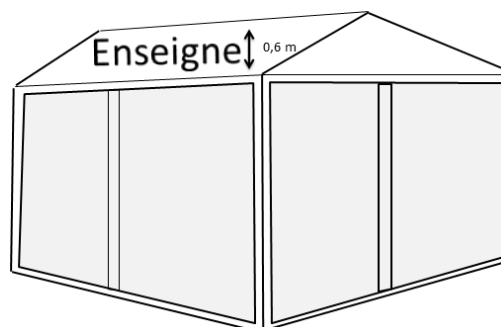
- Lorsque deux entreprises ou plus sont situées dans un même bâtiment situé sur une même unité foncière et que l'entrée destinée au public est située le long de la même voie, les enseignes doivent être regroupées sur un même totem.
- L'enseigne doit respecter un recul de 4 m minimum par rapport au bord extérieur de la chaussée des voies de circulation publiques (hors parkings).

5.2.3 - Les enseignes apposées à plat et/ou parallèlement au mur

- Le nombre d'enseignes apposées à plat est limité à 2 dispositifs par façade d'établissement plus un dispositif au-delà de 40 m linéaires de façade et par tranche de 40 m linéaires de façade supplémentaire.

5.2.4 - Les enseignes apposées sur toiture

- Les enseignes en lettres découpées sont autorisées sur les toitures inclinées si elles ne dépassent pas le faîtage du toit.
- La hauteur maximale de l'enseigne est de 0,6 m.



ANNEXES

AU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE PONT-SAINT-MAXENCE

ANNEXE 1 : PLAN DE ZONAGE

ANNEXE 2 : LEXIQUE

ANNEXE 3 : ARRETE MUNICIPAL DEFINISSANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION

ANNEXE 4 : CARTOGRAPHIE DES LIMITES D'AGGLOMERATION

ANNEXE 5 : LISTE DES SECTEURS PROTEGES DE LA COMMUNE

ANNEXE 6 : CARTOGRAPHIE DES SECTEURS PROTEGES

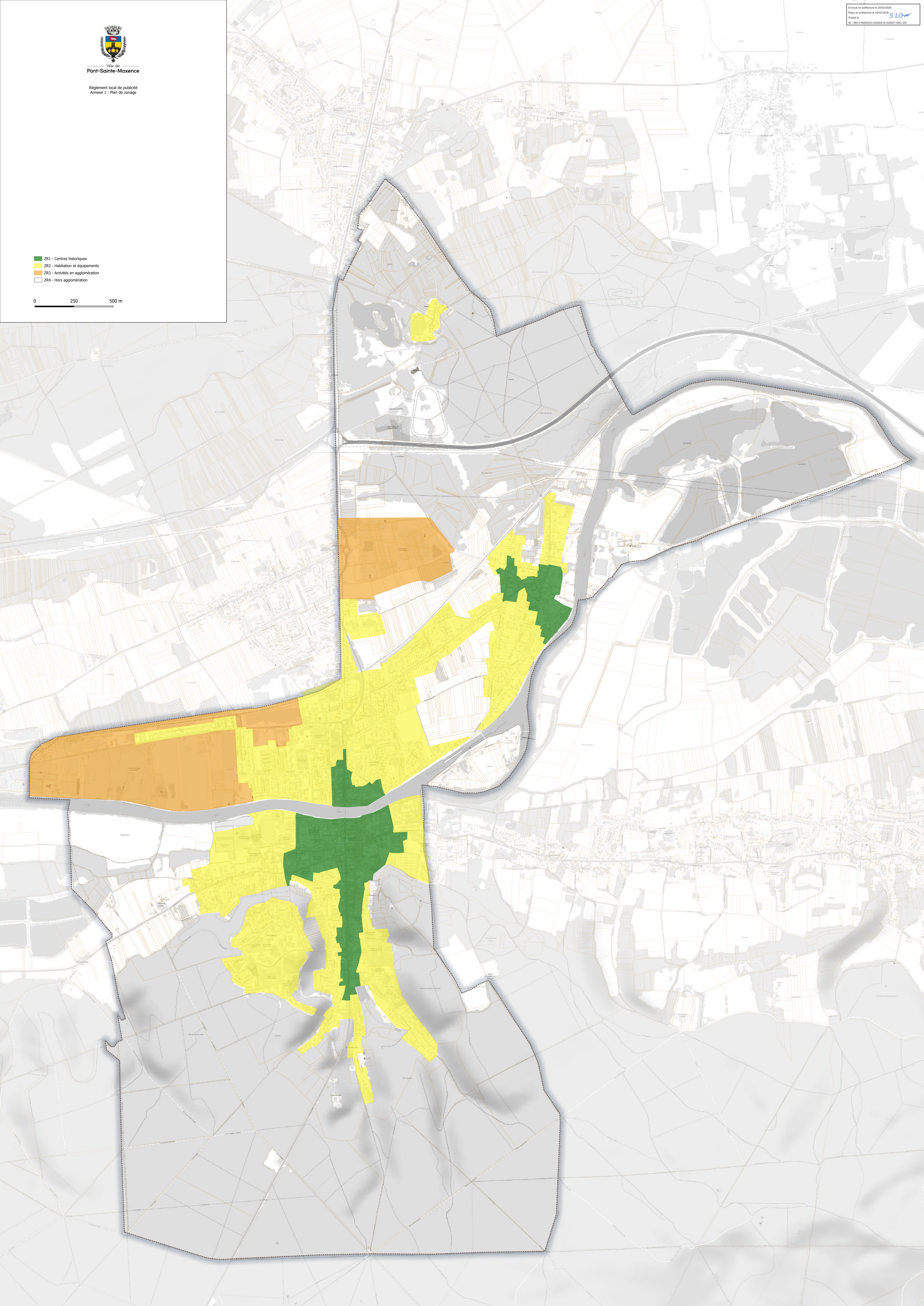


Ville de
Pont-Sainte-Maxence

Règlement local de publicité
Annexe 1 : Plan de zonage

- ZR1 - Centres historiques
- ZR2 - Habitation et Équipements
- ZR3 - Activités en agglomération
- ZR4 - Hors agglomération

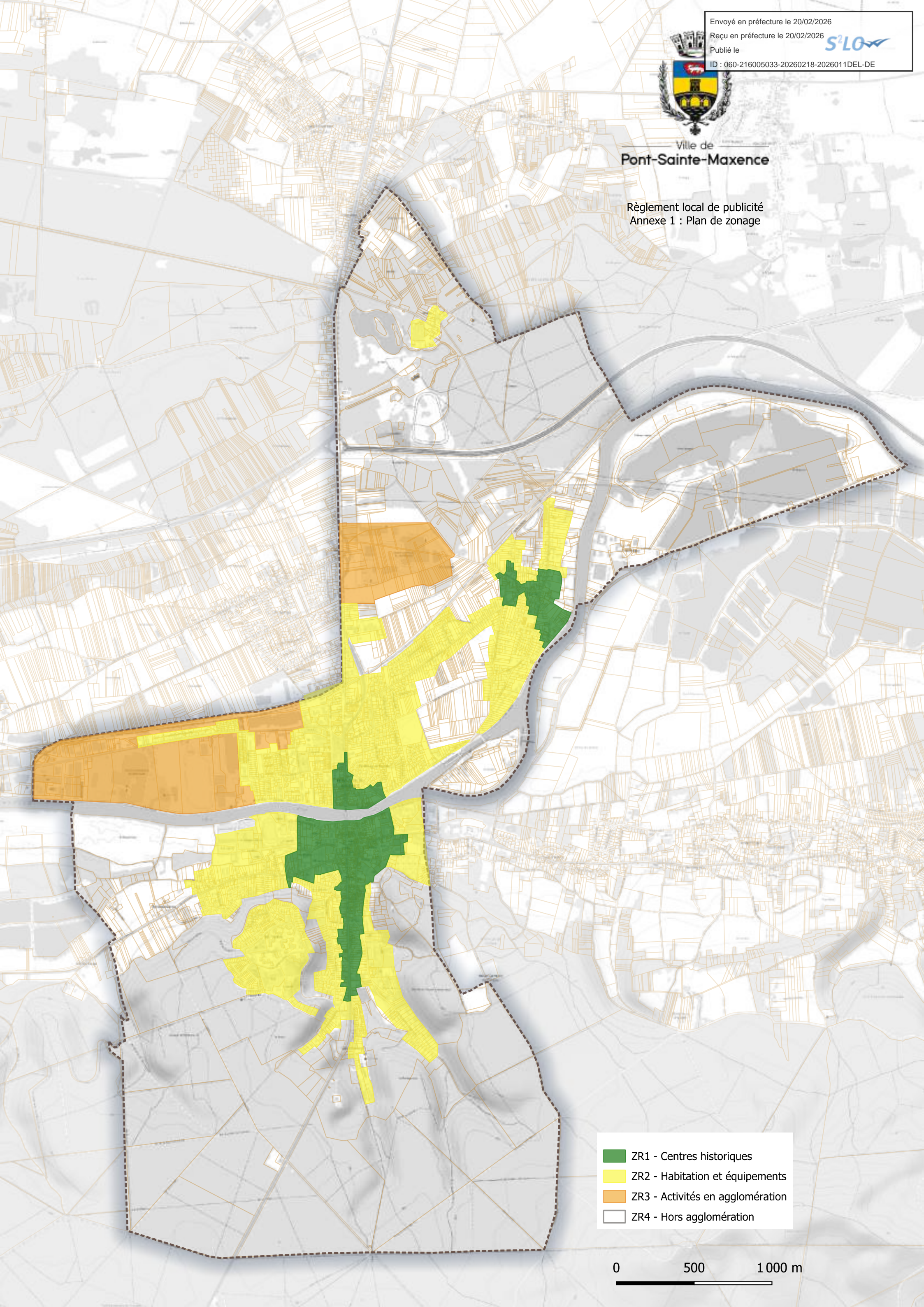
0 250 500 m









Ville de
Pont-Sainte-Maxence

Règlement local de publicité
Annexe 1 : Plan de zonage



-  ZR1 - Centres historiques
-  ZR2 - Habitation et équipements
-  ZR3 - Activités en agglomération
-  ZR4 - Hors agglomération

0 500 1 000 m



ANNEXE 2 - REGLEMENT LOCAL DE LA PUBLICITE

LEXIQUE

Agglomération :

Article R.110-2 du Code de la Route : "espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde" [...].

Cependant, le Conseil d'Etat, dans un arrêt récent du 26 novembre 2012 (n°352916) précise que la notion d'agglomération doit être entendue comme un ensemble d'immeuble bâti rapproché peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée et de sortie et leur positionnement par rapport au bâti.

Auvent :

Avancée en saillie sur un mur, au-dessus d'une ouverture ou d'une devanture.

Bâche :

On appelle bâche de chantier une bâche comportant de la publicité installée sur les échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux.

On appelle bâche publicitaire une bâche comportant de la publicité et qui n'est pas une bâche de chantier.

Chaussée :

Article R.110-2 du Code de la Route : "Partie de la route normalement utilisée pour la circulation des véhicules "

Clôture :

Désigne toute installation destinée à séparer deux propriétés ou deux parties d'une même propriété, quels que soient les matériaux dont elle est constituée. Le terme clôture désigne également les murs de clôture.

Clôture aveugle :

Est une clôture pleine ne comportant pas de parties ajourées. Cependant, il faut préciser que 'tout percement, dont les portes pleines, doit être considéré comme une ouverture. La jurisprudence a en revanche exclut les ouvertures obturées par les briques de verres qui ne constituent pas une ouverture ».

Clôture non aveugle :

Est constituée d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Devanture en applique

Devanture pour laquelle le nu extérieur de la façade est habillé par un coffrage de style ancien ou moderne, en applique.

Devanture en feuillure

Se dit d'une devanture dont la vitrine est fixée dans un châssis posé en feuillure dans l'épaisseur du mur, en retrait par rapport au nu extérieur de la façade.

Enseigne :

Article L.581-3 du Code de l'Environnement : "toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce".

Enseigne en bandeau :

Enseigne allongée et horizontale placée sur le linteau surplombant une baie, sur la partie supérieure d'une baie ou sur l'imposte surplombant cette baie.

Enseigne en applique :

Enseigne de petit format appliquée (plaquée) sur un montant ou une baie de façade commerciale qui vient en complément de l'enseigne en bandeau.

Enseignes et préenseignes temporaires :

Articles L.581-20 et R.581-68 à R.581-71 du Code de l'Environnement :

« 1- Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;

2- Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Ces enseignes ou préenseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération. »

Façade commerciale d'établissement :

Portion de la façade d'un bâtiment appartenant à un seul établissement (qui peut proposer plusieurs activités). Le long d'un même alignement urbain, on ne compte qu'une seule façade même si celle-ci comporte des décrochements.

Imposte :

Partie fixe ou mobile, vitrée ou non, occupant le haut d'une baie, au-dessus des éventuels battants de la baie et généralement en retrait des murs de la façade.

Linteau :

Dans le corps des articles du RLP, le linteau désigne la partie allongée horizontale au-dessus d'une baie, appartenant à un coffrage en bois et servant à recevoir une enseigne en bandeau.

Marquise :

Auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitre.

Micro-affichage :

Se dit de l'affichage publicitaire de petit format admis sur les devantures commerciales, y compris sur baie. Leur surface unitaire est inférieure à un mètre carré. Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite de deux mètres carrés.

Mobilier urbain recevant de la publicité :

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction principale, supporter de la publicité non lumineuse ou de la publicité éclairée par projection ou par transparence.

Le mobilier urbain est défini aux articles R.581-42 à R.581-47 du Code de l'Environnement :

- les abris destinés au public (abris voyageurs notamment),
- les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifiés sur le domaine public,
- les colonnes porte-affiches ne pouvant supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles,
- les mâts porte-affiches ne pouvant comporter plus de deux panneaux situés dos à dos et présentant une surface maximale unitaire de 2 mètres carrés utilisable exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives,
- le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne pouvant supporter qu'à titre accessoire une publicité commerciale de la même surface totale que celle réservée à ces informations et œuvres (planimètres par exemple). Ce mobilier est couramment appelé MUPI (mobilier urbain pour l'information).

Montant :

Élément vertical supportant la façade en bordure d'une baie ou d'une porte.

Palissade de Chantier :

Une palissade de chantier est une clôture provisoire masquant une installation de chantier. Elle est composée d'éléments pleins sur toute sa hauteur.

Préenseigne :

Article L.581-3 du Code de l'Environnement : "toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée". Elle est normalement soumise au régime de la publicité en agglomération.

Préenseignes dérogatoires :

Certaines activités peuvent bénéficier de préenseignes dérogatoires dans les conditions énoncées aux articles L.581-19, R.581-66 et R.581-67 du code de l'environnement.

Il s'agit des activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, des activités culturelles et des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite. A titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles mentionnées à l'article L.581-20 du Code de l'Environnement. Les autres activités ne peuvent être signalées que dans des conditions définies par les règlements relatifs à la circulation routière.

Publicité :

Article L.581-3 du Code de l'Environnement : "à l'exclusion des enseignes et préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités".

Publicité lumineuse :

Article R.581-34 du Code de l'Environnement : "publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet". Les néons, lasers ou dispositifs numériques constituent des publicités lumineuses.

Saillie :

Distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Surface maximale des publicités

Dans le présent règlement, la surface maximale des publicités (sauf sur mobilier urbain) est toujours donnée pour la surface totale du panneau « hors tout », c'est-à-dire, encadrement compris.

Unité foncière :

CE - 27 juin 2005 n°264667 : îlot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Voirie :

Code de l'Urbanisme : Intégralité des espaces dédiés à la circulation des véhicules à moteur (chaussée) ou des piétons (trottoirs) sur un terrain public ou privé. Une voirie peut avoir un seul ou deux sens de circulation et comporter plusieurs **voies** parallèles.



DÉPARTEMENT DE
L'OISE

Arrondissement de Senlis

CANTON DE
PONT-SAINT-MAXENCE

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Publié le

ID : 060-216005033-20260218-2026011DEL-DE



VILLE DE PONT-SAINT-MAXENCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE DU MAIRE

N° 2016- 76

**Objet : Arrêté instaurant la limite d'agglomération de la commune de
PONT-SAINT-MAXENCE**

Le maire de la commune de Pont-Sainte-Maxence,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 publié au Journal Officiel du 7 Mars 1968 modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011 – art.1, 7° et modifié par l'arrêté du 23 septembre 2015 – art.1, 2°

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-22,

Vu le code de la route notamment ses articles R.411-2 et R.110-2

Vu l'instruction interministérielle du 7 juin 1977 modifié,

Vu la loi numéro 82-213 du 13 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Considérant qu'il y a lieu de définir précisément les limites d'agglomération de la commune de Pont-Sainte-Maxence,

ARRETE

Article 1^{er} : La limite d'agglomération de la commune de Pont-Sainte-Maxence est définie et matérialisée par l'implantation des panneaux EB10 et EB20 aux endroits suivants:

- 1- Sur la D120, rue Louis Boilet, dans les deux sens en limite du territoire communal.
- 2- Sur la D1017, rue Jean Jaurès à 50m du croisement avec les rues de la vieille montagne et Villers Saint Frambourg en venant de Fleurines et dans les deux sens.
- 3- Rue Beaumanoir, en4- Sur la D123, rue de Grignasco en limite du territoire et dans les deux sens
- 5- Rue Fould Stern à hauteur du pont de chemin de fer et dans les deux sens .
- 6- Sur la D1017, route de Flandres, au niveau du premier ouvrage d'art en venant du rond point du CD200 et dans les deux sens.

7 - Sur la D1017, route de Flandres, angle avenue d'Auvelais et dans les deux sens.

8 - Sur la D29, rue Pasteur, à l'angle de la rue du Poirier et dans les deux sens.

Article 2 : Le hameau de Villette, commune de Pont-Sainte-Maxence, fera l'objet d'un arrêté complémentaire.

Article 3 : SIGNALISATION et REGLEMENTATION

La matérialisation par des panneaux Eb10 et Eb20 verticaux conformément à la réglementation en vigueur.

A l'intérieur du périmètre délimité par les panneaux Eb10 la vitesse est limitée à 50 km/h sauf dispositions particulières.

Article 4 : MISE EN PLACE

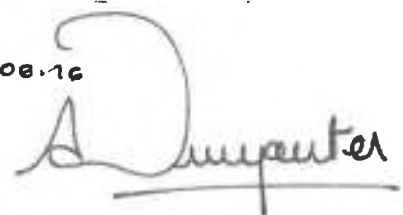
La direction des services techniques et de l'urbanisme est chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire et de son entretien

Article 5 : APPLICATION

Les infractions aux dispositions du présent règlement seront constatées et poursuivies, conformément aux lois.

Article 6 : Le présent arrêté sera transmis à la directrice générale des services, au directeur des services techniques et de l'urbanisme, au chef du service de la police municipale, au commandant de brigade de la gendarmerie de Pont-Sainte-Maxence, au commandant des sapeurs pompiers de Pont-Sainte-Maxence, au responsable de l'U.T.D de Pont-Sainte-Maxence et au président de la C.C.P.O.H.

Fait à Pont-Sainte-Maxence, 01.08.16



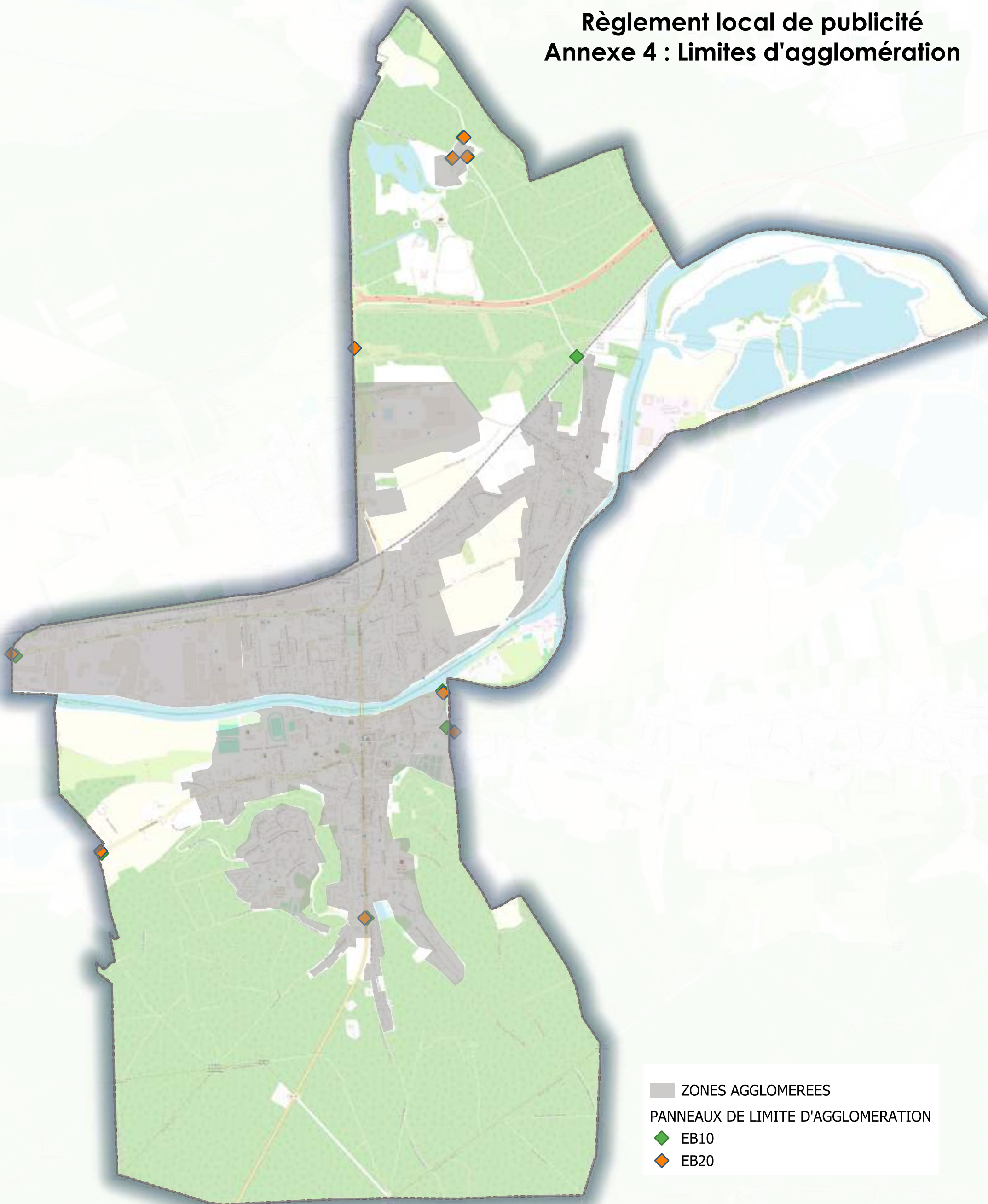
Arnaud Dumontier



Ville de
Pont-Sainte-Maxence

Règlement local de publicité

Annexe 4 : Limites d'agglomération



0 500 1 000 m

ANNEXE 5 AU REGLEMENT LOCAL DE LA

LISTE DES SECTEURS PROTEGES

Parc Naturel Régional Oise Pays de France :

- Tout le territoire communal

Site classé :

- Forêt d'Halatte et ses glacis agricoles classée le 05-08-1993

Site inscrit :

- Vallée de la Nonette inscrite le 06-02-1970
- Mont Calipet inscrit le 14-03-1947

Monuments historiques classés :

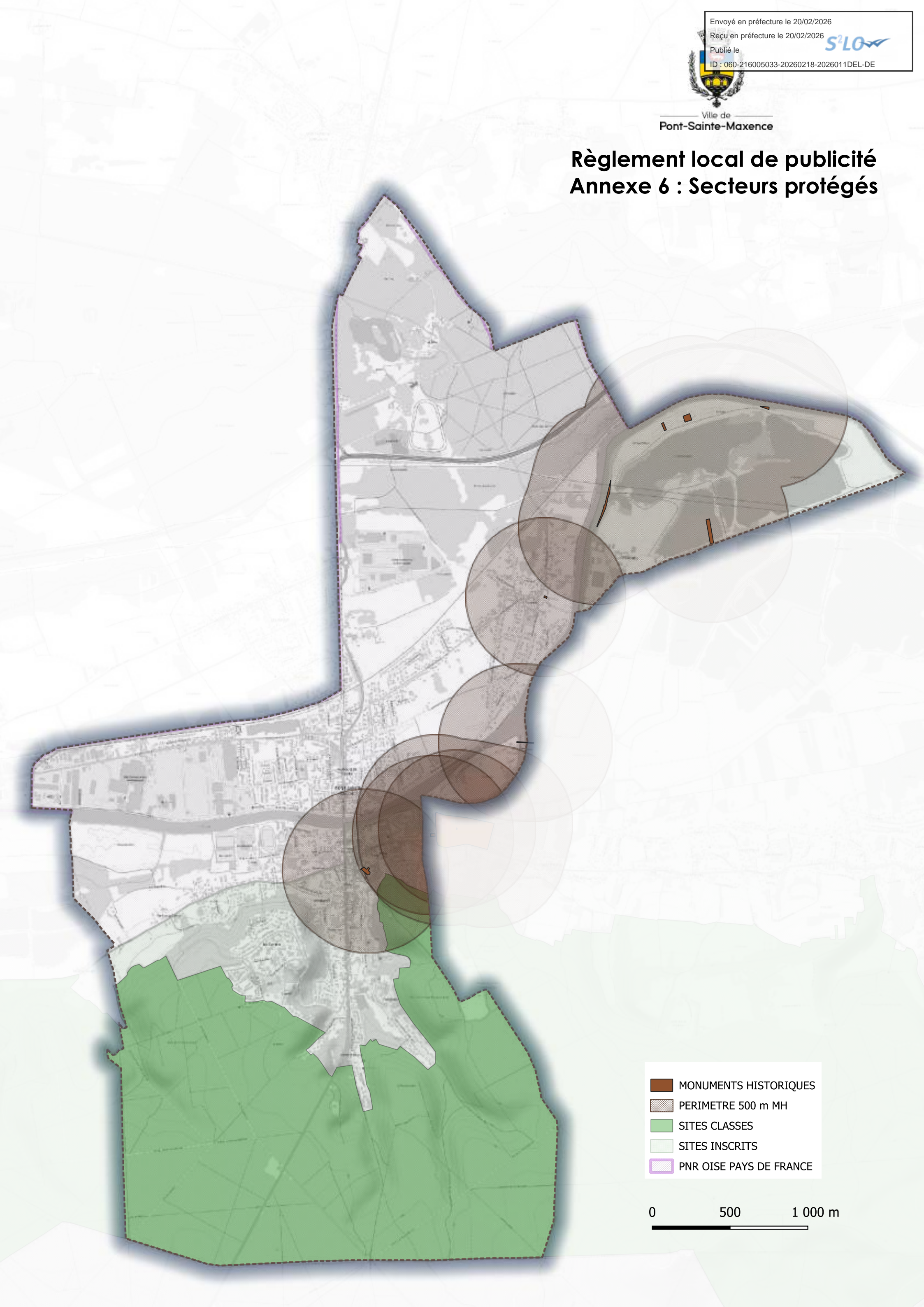
- Eglise de Sarron classée le 27-10-2005
- Eglise Ste Maxence classée le 23-05-1921
- Abbaye du Moncel partiellement classée les 18-03-1920 et 22-11-1930 (abords, monument situé à Pontpoint)

Monuments historiques inscrits :

- Barrage inscrit le 19-03-2014
- Site néolithique des lieux dits « le Poirier, Le Jonquoire, Le Pont de la Pierre, La ferme de l'Evêché, L'île aux Prêtres » inscrit le 5-03-1998
- Fontaine inscrite le 23-06-1933 (abords, monument situé à Pontpoint)
- Grange du Moncel inscrite le 27-12-1988 (abords, monument situé à Pontpoint)
- Abbaye du Moncel partiellement inscrite le 27-12-1988 (abords, monument situé à Pontpoint)

Règlement local de publicité

Annexe 6 : Secteurs protégés



- MONUMENTS HISTORIQUES
- PERIMETRE 500 m MH
- SITES CLASSES
- SITES INSCRITS
- PNR OISE PAYS DE FRANCE

0 500 1 000 m

DÉPARTEMENT DE L'OISE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ DE LA COMMUNE DE PONT-SAINT-MAXENCE ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 10 NOVEMBRE 2025 AU 25 NOVEMBRE 2025

RAPPORT DE SYNTHÈSE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire Enquêteur : Philippe COURADEAU

DIFFUSION DU DOCUMENT (Avec avis du commissaire enquêteur)			
Nature	Destinataire	Nombre	Format
Original	Mairie de Pont-Sainte-Maxence	1	Papier
Copie	Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens		Papier
Copie	Monsieur le Préfet de l'Oise		Papier
Copie	Philippe Couradeau, Commissaire Enquêteur		Electronique

SOMMAIRE

Table des matières

1. DEFINITIONS	3
2. CADRE GENERAL DE L'ENQUÊTE	5
A. Généralités.....	5
1) Objet de l'enquête publique	5
2) Cadre juridique	5
3) Nature et caractéristiques du projet	7
4) Composition du dossier.....	10
B. Organisation et déroulement de l'enquête.....	12
1) Désignation du commissaire enquêteur.....	12
2) Modalités de l'enquête.....	12
3) Information du public.....	13
4) Déroulement de l'enquête.....	14
5) Réunion publique	14
6) Clôture de l'enquête.....	14
C. Analyse et observations.....	14
1) Relation comptable des observations	14
2) Personnes Publiques Associées	15
3) Dépouillement et synthèse des observations consignées sur le site internet.....	17
3. Conclusions et avis du commissaire enquêteur :.....	2
4. Annexes	21

1. DEFINITIONS

REGLEMENT NATIONAL DE PUBLICITE

Le Règlement National de Publicité (RNP) est l'ensemble des règles fixées au niveau national, inscrites dans le Code de l'environnement, qui encadrent : l'implantation, les formes, les dimensions, les conditions d'installation, la densité des dispositifs de publicité, des enseignes et des préenseignes en France. Il est principalement établi dans les **articles L.581-1 à L.581-45 et R.581-1 à R.581-88** du Code de l'environnement.

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Le règlement local de publicité encadre la publicité extérieure, c'est-à-dire les publicités enseignes et préenseignes visibles d'une voie ouverte à la circulation publique (y compris sur domaine privé) à l'exclusion de ce qui est à l'intérieur d'un local.

Le **RLP** est un document **facultatif**, créé par une **commune** ou une **intercommunalité**, qui permet : d'**adapter** les règles nationales, de les **durcir** (mais pas de les assouplir au-delà du minimum légal), de tenir compte du **contexte local** : centres historiques, entrées de ville, zones commerciales, paysages sensibles...

Concrètement, un RLP peut : réduire les **dimensions** des panneaux, imposer des **zones sans publicité**, interdire la **publicité numérique**, limiter les **enseignes lumineuses**, restreindre la **densité** ou les formats

Un RLP ne peut jamais être plus permissif que le RNP. Il peut en revanche être nettement plus strict.

ENSEIGNE :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à l'activité qui s'y exerce. Elle peut également être apposée sur le terrain sur lequel celle-ci s'exerce.

PRE ENSEIGNE :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou s'exerce une activité déterminée.

En agglomération, les pré-enseignes sont soumises aux règles qui régissent la publicité.

PUBLICITE :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exception des enseignes et pré-enseignes.

DISPOSITIFS TEMPORAIRES :

Ils signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois.

Elles peuvent être installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux ou des opérations immobilières de lotissements, constructions, réhabilitation, location ou ventes de fonds de commerce.

AUTRES DISPOSITIFS NE RELEVANT PAS DU RLP :

Panneaux d'informations communaux, panneaux d'affichage libre pour les associations à but non lucratif, signalétique d'information locale.

2. CADRE GENERAL DE L'ENQUÊTE

A. Généralités

Le RLP définit une ou plusieurs zones où s'appliquent des règles plus restrictives que les prescriptions de la réglementation nationale en adaptant la réglementation à chaque partie du territoire, en fonction de ses spécificités et des enjeux en matière de cadre de vie.

1) Objet de l'enquête publique

Création, rédaction et mise en place d'un Règlement Local de Publicité pour la commune de Pont-Sainte-Maxence (Oise). Décision soumise à délibération au Conseil Municipal du 27 février 2025 de la Commune de Pont-Sainte-Maxence et approuvée.

2) Cadre juridique

L'enquête publique relative à la prescription d'un règlement local de publicité pour la commune de Pont-Sainte-Maxence a été décidée par arrêté du Maire de Pont-Sainte-Maxence N° 2025 – 091 (annexe 1).

La présente enquête publique est régie par les textes suivants :

Code de l'environnement :

Articles L.123-1 et suivants définissant l'objet de l'enquête publique

Article L.123-6 prévoyant la possibilité d'une enquête publique « unique »

Article L.123-10 sur les modalités de publicité de l'enquête (affichage, voie dématérialisée...)

Article L.123-15 sur le déroulement de l'enquête, rôle du commissaire enquêteur

Article L.581-1 et suivants du Code de l'Environnement relatif à la publicité enseignes et préenseignes ;

Code de l'urbanisme :

Les procédures d'élaboration de révision ou de modification du RLP sont alignées avec celles du PLU définies au titre V du livre I du code l'urbanisme

Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle II) portant engagement national pour l'environnement ;

En matière de publicité, la ville de Pont-Sainte-Maxence comptant 12 343 habitants, ce sont les dispositions relatives aux communes de plus de 10 000 habitants qui s'appliquent.

Ces règles proviennent du Code de l'environnement (articles L. 581-1 et suivants, R. 581-1 et suivants) et du régime dit du Règlement national de la publicité (RNP).

Principes généraux

- La publicité extérieure (panneaux, affiches, dispositifs visibles depuis la voie publique) ainsi que les enseignes et préenseignes, sont réglementées pour protéger le cadre de vie, le paysage, l'environnement
- Depuis le 1er janvier 2024, la compétence en matière de publicité peut relever des collectivités territoriales (mairies / intercommunalités).

Dispositions spécifiques pour les agglomérations de plus de 10 000 habitants (Résumé)

Quand une commune (ou plus généralement son agglomération) compte **plus de 10 000 habitants**, les dispositions suivantes s'appliquent (**sous réserve d'un éventuel Règlement local de publicité (RLP) qui peut être plus restrictif**) :

Publicité murale (non lumineuse)

- Surface maximale et hauteur maximale fixées selon réglementation.
- La publicité ne doit pas dépasser une saillie de 0,25 m par rapport au mur porteur.
- Elle ne peut pas être apposée sur une toiture ou terrasse en tenant lieu

Publicité scellée ou posée au sol

- Aucun des interdictions spécifiques appliqués aux petites communes ce type de publicité peut donc être envisagé
- Une distance minimale (par exemple 10 m) par rapport à une baie d'un immeuble d'habitation peut être exigée pour les dispositifs au sol.

Publicité lumineuse

- Dans une agglomération > 10 000 habitants, la publicité lumineuse est autorisée (sous réserve de respect des règles générales luminosité, emplacement, distance, etc

Densité et nombre de dispositifs

- Le code prévoit des règles de densité : par exemple, sur une unité foncière bordant une voie publique, la pose de dispositifs est encadrée.
- Il peut y avoir des limitations selon la longueur de façade le long de la voie (ex. un seul panneau jusqu'à 80 m, puis un dispositif supplémentaire par tranche de 80 m, etc.)

Obligations d'information et d'entretien

- Toute publicité doit comporter le nom ou la raison sociale de l’annonceur.
- Les dispositifs doivent être maintenus en bon état (propreté, lecture, sécurité, etc.) par les exploitants.

3) Nature et caractéristiques du projet

a) Introduction

La commune de Pont-Sainte-Maxence qui compte une population de 12 343 habitants (en 2022), est soumise aux dispositions du code de l’environnement qui s’appliquent aux agglomérations de plus de 10 000 habitants où la publicité scellée au sol est autorisée ainsi que le grand format (10,5 m²) pour les publicités et enseignes scellées au sol.

La commune est comprise en intégralité dans le périmètre du Parc Naturel Régional Oise Pays de France dont les prescriptions de la charte pour la publicité et les enseignes s’imposent au futur RLP.

La commune compte également un site classé (Forêt d’Halatte et ses glacis agricoles), trois sites inscrits (Vallée de la Nonette, Mont Calipet, Château) et plusieurs monuments historiques classés ou inscrits. Dans ces secteurs, donc sur tout le territoire communal, la publicité est interdite par défaut.

La commune héberge de nombreuses entreprises (364 recensées par la CCI) dont la plupart sont concentrées en centre-ville et dans les zones d’activités commerciales et industrielles.

La pression publicitaire est donc très importante. Les enseignes sont souvent non conformes (surface, nombre, positionnement...) ainsi que la totalité des publicités présentes.

La commune a passé une convention d’occupation du domaine public par du mobilier urbain accessoirement publicitaire (abris voyageurs, planimètres...) qu’il convient de régulariser.

Pour ces raisons, la commune de Pont-Sainte-Maxence a souhaité élaborer un Règlement Local de Publicité afin de mettre en œuvre une politique environnementale plus qualitative en matière de publicité extérieure tout en évitant une interdiction stricte de la publicité dans les secteurs protégés.

b) Grandes orientations et Objectifs du RLP

Orientations :

- Renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes sur l’ensemble du territoire, notamment les entrées de ville ;

- Dans les centres historiques compris dans les périmètres de protection des monuments historiques, la qualité des enseignes sera définie en cohérence avec la qualité architecturale du secteur ;
- Maintenir l'interdiction généralisée de la publicité (PNR, site inscrit...) sauf sur certaines formes de mobilier urbain ;

Ou :

- Réintroduire dans certaines zones la publicité sous certaines formes tolérées par la Charte du Parc Naturel Régional Oise Pays de France pour les villes Pôle (mobilier urbain, publicité sur façade) ;
- Maintenir l'interdiction généralisée de la publicité numérique et maîtriser les enseignes lumineuses et en particulier numériques en les limitant à certaines formes et en réduisant les périodes d'éclairage.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'Urbanisme, la commune de Pont-Sainte-Maxence a fixé les objectifs généraux du RLP qui sont les suivants :

- Affirmer l'identité et l'image du territoire pour améliorer le bien-être des habitants et renforcer son attractivité touristique,
- Valoriser le patrimoine paysager visible notamment celui des principaux axes du territoire en réduisant la publicité extérieure,
- Valoriser le patrimoine architectural, en particulier du centre-ville compris dans les périmètres de protection aux abords des monuments historiques classés et inscrits,
- Réintroduire de manière modérée la publicité dans les secteurs protégés pour permettre la communication municipale sur les événements et manifestations culturels et économiques locaux,
- Renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes en particulier),
- Harmoniser et améliorer la signalisation des entreprises et des pôles d'activité du territoire,
- Encadrer les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (dispositifs lumineux et notamment numériques dans le souci de l'environnement et de

développement durable (lutte contre la pollution visuelle excessive et les dispositifs énergivores en particulier),

- Prendre en compte la destination des zones à aménager ou les règlements des zones à protéger pour faire des prescriptions adaptées.

Pour mettre en œuvre ces grandes orientations, le RLP définit 4 zones (notées ZRx) et donc 4 niveaux de prescription pour le futur RLP, couvrant l'ensemble du territoire communal, et où s'appliquera une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national, tout en conciliant la liberté d'expression avec la protection du cadre de vie :

Zone	Descriptif	Grandes orientations
ZR1	Centre historique & Hameau de Villette Cette zone concerne les centres-villes (Pont-Sainte-Maxence, Sarron) concentrant l'essentiel du patrimoine architectural de la commune et correspondant aux périmètres de protection (adapté?) autour des monuments historiques protégés, ainsi que le hameau de Villette.	- Pas de publicité ou préenseignes hors mobilier urbain de type mat porte affiche et abris voyageurs. -Prescriptions qualitatives pour les enseignes, en cohérence avec la qualité architecturale du secteur
ZR2	Habitations, équipements et activités isolées dans le PNR Cette zone concerne l'intégralité des secteurs agglomérés dont le bâti a une vocation principale d'habitat hors ZR1 mais compris dans le périmètre du PNR, les équipements culturels et sportifs et les bâtiments d'activité isolés.	-Pas de publicité ou préenseignes hors mobilier urbain de type mat porte affiche et abris voyageurs. Ou -Publicité maîtrisée par la densité, les formats et le type. -Prescriptions qualitatives relatives aux enseignes adaptées au type de bâtiment support.
ZR3	Activité en agglomération Cette zone regroupe les secteurs à forte vocation commerciale, de services et artisanale dont les bâtiments sont, en majorité, une architecture adaptée à ce type d'activités.	-Pas de publicité ou préenseignes hors mobilier urbain de type mat porte affiche et abris voyageurs. Ou -Publicité maîtrisée par la densité, les formats et le type. -Prescriptions qualitatives relatives aux enseignes adaptées au type de bâtiment support.
ZR4	Hors agglomération	-Interdiction totale de la publicité. Seules les

	<p>Zone comprenant des activités isolées ou en projet, ainsi que les secteurs naturels et ruraux</p>	<p>préenseignes dérogatoires sont admises hors site classé.</p> <p>-Prescriptions relatives aux enseignes qualitatives, adaptées au type de bâtiment support</p>
--	--	--

4) Composition du dossier

La ville de Pont-Sainte-Maxence a initié et rédigé son projet de RLP par une suite d’actions que l’on peut résumer comme suit :

- Exposé des formes de concertation**

La concertation est une composante indispensable et obligatoire de la procédure d’élaboration d’un règlement local de publicité. La ville de Pont-Sainte-Maxence a donc établi les principes de la concertation avec les acteurs économiques locaux, les professionnels de l’affichage (afficheurs, fabricants d’enseignes…), les associations de protection de l’environnement et tout public intéressé.

Les objectifs de la concertation étaient d’alimenter la réflexion en rapport étroit avec les réalités locales, et d’associer, le plut tôt possible, les acteurs locaux afin de connaitre leurs préconisations.

Au total, six réunions de travail ont été organisées, dont deux avec invitation et représentation des représentants des personnes publiques associés - PPA (DDT, PNR, ABF, CCPOH) et de l’association des commerçants de la ville les 26 février 2025 (présentation du diagnostic) et 07 mai2025(présentation de l’avant-projet de RLP).

Ces réunions de travail ainsi que les échanges par courriel avec les PPA ont permis de valider les orientations du futur RLP ainsi qu’un avant-projet de RLP.

- Bilan des ateliers de concertation invitant associations et professionnels**

Comme annoncé lors du lancement de la démarche, une réunion publique et deux ateliers de concertation ont été organisés.

La réunion publique s’est tenue le 3 mars 2025. Elle avait pour objet la présentation du contexte réglementaire dans la commune, d’une synthèse du diagnostic du territoire, les orientations du futur RLP et de recueillir les besoins et avis des participants pour contribuer au projet de RLP. Cette réunion publique a rassemblé 26 participants dont 14 représentants du monde économique local.

Le premier atelier s'est tenu le 2 avril 2025 à destination des entreprises locales, des fabricants d'enseignes et des associations de défense du patrimoine et du paysage. Il avait pour objet de présenter les prescriptions envisagées pour les enseignes par l'avant-projet de RLP et de recueillir l'avis des participants.

- Cet atelier a mobilisé 15 personnes extérieures à la mairie dont 14 entreprises locales et une société de fabrication d'enseignes.
- Il a permis d'échanger plus précisément sur les demandes des entreprises locales et de leurs représentants.

Le deuxième atelier organisé le même jour à destination des représentants des afficheurs a été annulé faute de participants.

- **Bilan de la demande d'avis auprès des Personnes qualifiées**

L'avant-projet de RLP a ensuite été adressé par courriel aux personnes qualifiées (représentants des afficheurs, associations...) pour avis.

A la suite de cet envoi, la commune a reçu les avis suivants :

Néant

Les modifications adoptées :

Néant

- **Bilan de la demande d'avis auprès des Personnes Publiques Associées (PPA)**

Enfin, pour préparer la consultation des PPA, l'avant-projet de RLP leur a été communiqué. Une réunion de travail à laquelle l'ensemble des personnes publiques associées ont été invitées (réunion PPA) s'est déroulée le 11 juin 2025 faisant le bilan de la concertation, procédant à certains arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la présente délibération.

Avis reçus le jour de la réunion :

- Néant

Modifications adoptées :

- Néant

Il est précisé que le bilan, accompagné en annexes de toutes les pièces justificatives de la concertation (Extraits registre, présentations en réunion publique et atelier de concertation, comptes-rendus de réunions, courriers, articles sur le site internet et dans le bulletin municipal, tout document attestant de la nature et de l'objet de la concertation réalisée...) sont réunis dans un dossier qui constituera une des pièces du dossier d'enquête publique.

Le Conseil Municipal a délibéré le 27 février 2025 pour prescrire l'élaboration de son RLP.

B. Organisation et déroulement de l'enquête

1) Désignation du commissaire enquêteur

Par décision du 28 Août 2025, Madame La Présidente du tribunal administratif d'Amiens a désigné Monsieur Philippe COURADEAU, demeurant 283, rue de Sergenteret à Choisy-Au-Bac (60750) en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLP) de Pont-Sainte-Maxence.

La mise à l'enquête publique a fait l'objet d'un arrêté municipal en date du 18 juin 2025.

2) Modalités de l'enquête

a) Entretien préalable :

Un premier entretien avec l'autorité organisatrice s'est tenu le 18 septembre 2025. Au cours de cet entretien, après présentation du projet mis à l'enquête publique, les dates d'enquête et des permanences ont été organisées.

L'enquête s'est déroulée en mairie de Pont-Sainte-Maxence du 10/11/2025 au 25/11/2025, soit pendant 15 jours consécutifs. Conformément à l'arrêté municipal organisant cette enquête, les permanences du commissaire enquêteur ont été tenues aux dates suivantes :

Lundi 10 novembre 2025 de 14 à 17 h

Lundi 17 novembre 2025 de 14 à 17 h

Lundi 24 novembre 2025 de 14 à 17 h

Le choix du lundi a été fait afin que les commerçants, pour la plupart fermés le lundi, puissent se rendre en mairie aux permanences.

Les observations ont pu être consignées sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, ou transcrites par voie électronique à l'adresse suivante :

enquete.publique@pontsaintemaxence.fr.

J'ai préalablement à l'ouverture de l'enquête, paraphé les différents feuillets du registre d'enquête.

b) Registre de concertation

La ville de Pont-Sainte-Maxence a mis à disposition du public un registre de concertation du 07/03/2025 au 11/06/2025. Ce registre était alimenté au fur et à mesure de la démarche et était

constitué de la délibération initiale prescrivant l'élaboration du RLP, le diagnostic, le débat du conseil municipal ainsi que l'avant-projet de RLP. Ce registre était également disponible en ligne, sur le site de la commune.

c) Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

Les Personnes Publiques Associées concernées :

- Chambre de commerce et de l'industrie (Beauvais)
- Conseil Départemental de l'Oise
- Communauté de Communes des Pays de l'Oise et d'Halatte
- Chambre des métiers et de l'artisanat (Beauvais)
- Parc Naturel Régional de l'Oise Pays de France (Orry-La-Ville)
- Préfecture de l'Oise (Beauvais)
- Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise (Compiègne)

Enfin, pour préparer la consultation des PPA, l'avant-projet de RLP leur a été communiqué. Une réunion de travail à laquelle l'ensemble des personnes publiques associées ont été invitées (réunion PPA) s'est déroulée le 11 juin 2025 faisant le bilan de la concertation, procédant à certains arbitrages et validant le projet de RLP en vue de la délibération.

3) Information du public

Les publications légales sont parues dans deux journaux :

- Oise Hebdo : 22 octobre 2025 et 12 novembre 2025.
- Le Parisien : 24 octobre 2025 et 11 novembre 2025.

Une information a été faite sur le site informatique de la commune de Pont-Sainte-Maxence avec mise en ligne du dossier d'enquête.

Le dossier d'enquête publique a été consultable dès le premier jour de l'enquête, sur le site internet de la commune www.pontsaintemaxence.fr.

L'affichage a été fait en mairie et en entrée sortie de ville, ce que j'ai constaté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et jusqu'à la fin de celle-ci de manière à assurer une bonne information du public.

4) Déroulement de l'enquête

J'ai pris connaissance du dossier, une version électronique mise à ma disposition par l'autorité organisatrice suite à la réunion de présentation du dossier organisée par Madame Hélène PEREZ, réunion qui s'est tenue le 18 octobre 2025.

L'arrêté municipal 2025 du 21 octobre 2021 a fixé les modalités du déroulement de l'enquête pendant une durée de 32 jours (32) consécutifs, du mardi 16 novembre 2021 au vendredi 17 décembre inclus, le dossier étant mis à la disposition du public en Mairie de Pont-Sainte-Maxence afin d'être consulté, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, par toutes personnes intéressées.

Durant cette période, le public a pu formuler ses observations sur le registre à feuillets non mobiles côtés et paraphés par moi.

Je me suis tenu à la disposition du public en Mairie de Pont-Sainte-Maxence aux jours et heures indiquées précédemment. Le déroulement des permanences s'est fait dans de bonnes conditions : ouverture de la salle en temps et en heure, salle avec tables et chaises, possibilité de s'isoler si besoin était.

5) Réunion publique

Il ne s'est tenu aucune réunion publique durant la période l'Enquête Publique.

6) Clôture de l'enquête

A l'issue de l'enquête, j'ai clos et signé le registre le 25 novembre 2025.

C. Analyse et observations

1) Relation comptable des observations

Pas d'observations inscrites sur le registre, pas de courriers reçus.

Deux courriers électroniques reçus pendant l'enquête sur le registre d'enquête dématérialisé

Un courrier électronique reçu le 27 novembre 2025 après fin de l'enquête publique.

2) Personnes Publiques Associées

- La Communauté de Communes des Pays de l'Oise et d'Halatte, par courrier du 3 septembre 2025, a émis un avis favorable à l'adoption du projet de RLP
- Le parc Naturel Régional Oise Pays de France par courrier du 10 octobre 2025, a émis un avis favorable à l'adoption du projet de RLP
- L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise, par la voix de l'architecte des Bâtiments de France a notifié par courrier du 21 octobre 2025 un certain nombre de demandes qu'il conviendra de prendre en compte dans le Règlement Local de Publicité. Ces demandes portent sur différents points, destinés à préserver et garantir la qualité du cadre de vie de la commune de Pont-Sainte-Maxence qui présente un caractère patrimonial varié, cohérent et exceptionnel.

Avis considéré comme favorable pour celles qui ne se sont pas exprimées.

Toutes les contributions ci-dessus ont été reçues en temps et en heures avant ou pendant la durée effective de l'enquête Publique.

Je note toutefois dans ce rapport le fait qu'une Personne Publique Associée (La CCI Oise Hauts de France) a fait parvenir son avis (document daté du 20 Novembre 2025) par courrier électronique reçu lui le 27 novembre 2025 (réception hors période légale de l'enquête publique du 10 au 26 novembre 2025).

J'ai toutefois pris connaissance des remarques et suggestions faites par la CCI dans ce document. Après analyse, j'ai pu constater que les remarques de la CCI portent essentiellement sur des demandes de modifications simples, souvent de terminologie et n'ayant en aucune façon le but de modifier fondamentalement le futur RLP.

La CCI émet de plus un avis favorable sur le projet.

Je laisse donc à la municipalité de Pont-Saint-Maxence le soin de prendre en compte ou non, les remarques et suggestions de la CCI. Cette éventuelle prise en compte se limitant exclusivement aux demandes exprimées dans le document et pas plus. L'ensemble de ces remarques n'influencera pas l'avis final que je donnerai.

Outre les Personnes Publiques ci-dessus, la Mairie de Pont Saint Maxence a reçu une contribution de L'UPE (Union de la Publicité Extérieure) par la voix de son responsable juridique qui pose un certain nombre de questions concernant : (voir tableau ci-dessous)

- Le champ d'application
- L'interdiction de la publicité scellée au sol
- Les passerelles de sécurité
- L'interdiction de publicité numérique
- L'interdiction des bâches publicitaires et des bâches de chantier
- Les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines
- Dispositions particulières concernant la zone ZR3

Modifications adoptées :

- Les demandes de modifications éventuelles apportées au RLP feront l'objet d'une réponse par la Municipalité de Pont-Sainte-Maxence à qui tous ces documents et les questions, suggestions et recommandations qu'ils comportent sont parvenus ou ont été transmis.

3) Dépouillement et synthèse des observations consignées sur le site internet

Observation	Pièce du dossier concernée	Réponse
Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Département de l'Oise		
<ul style="list-style-type: none"> Précisions concernant l'appartenance des sites de l'ancienne abbaye du Moncel, la Grange du Moncel et la fontaine du Moncel à la commune de Voisine de Pontpoint. 	Règlement	
Avis et demandes de l'Union de la Publicité Extérieure		
<ul style="list-style-type: none"> Le champ d'application Suppression des références relatives à la législation et aux réglementations connexes relatives aux messages publicitaires L'interdiction de la publicité scellée au sol Article 1.3.1, Autoriser la publicité scellée au sol sur domaine privé, sous un format de 8m² d'affiche et de 10,50 m² encadrement compris. 	Règlement	<p>Réponse :</p> <p>Le troisième paragraphe de l'article 1.1 « Champ d'application » faisant référence au contenu des messages publicitaires sera supprimé.</p> <p>Réponse :</p> <p>En l'absence de RLP, toute forme de publicité est interdite par défaut par la réglementation nationale dans un Parc Naturel Régional. Il s'agit d'une volonté du législateur de préserver ces territoires aux qualités paysagères et patrimoniales extraordinaires. Le RLP n'introduit pas une interdiction absolue d'un type de publicité, il se limite à maintenir une interdiction déjà en place.</p> <p>L'UPE méconnaît en outre dans sa demande les dispositions de la charte du Parc Naturel Régional Oise Pays de France avec laquelle le RLP doit être obligatoirement cohérent. La charte admet une réintroduction de la</p>

<p>▪ Les passerelles de sécurité</p> <p>Modifier l'article 1.3.1 comme suit : « Les dispositifs facilitant la pose des affiches (passerelle, échelle, etc.) devront obligatoirement être amovibles ou rabattables. Lorsqu'ils sont intégralement repliables ils doivent demeurer pliés en l'absence de personnes chargées de les utiliser. »</p> <p>▪ L'interdiction de publicité numérique</p> <p>« Nous préconisons d'autoriser la publicité numérique selon les conditions définies par la Règlement National de de Publicité »</p>		<p>publicité par un RLP dans les conditions des agglomérations de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, c'est-à-dire, où la publicité scellée au sol est interdite !</p> <p>La demande de l'UPE ne sera donc pas prise en compte, d'une part pour maintenir la préservation des paysages urbains que permet l'absence de publicité scellée au sol, et d'autre part, pour ne pas entacher le RLP d'illégalité.</p> <p>Réponse :</p> <p>Les passerelles et échelles ne sont obligatoires que si la sécurité des agents est en jeu. Les formats et les hauteurs (4 m maximum) des publicités admises dans le présent RLP ne justifient pas l'usage d'échelles. Dans tous les cas, le RLP n'interdit pas les dispositifs amovibles mais seulement les dispositifs maintenus en place, qu'ils soient fixes ou escamotables, s'ils sont visibles de l'espace public. La rédaction actuelle sera maintenue.</p> <p>Réponse :</p> <p>Le RLP n'interdit pas la publicité numérique, il maintient l'interdiction prévue par le législateur dans un Parc Naturel Régional. La publicité numérique étant interdite dans les</p>
--	--	---

<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'interdiction des bâches publicitaires et des bâches de chantier « Nous préconisons d'autoriser les bâches publicitaires et les bâches de chantier selon les conditions définies par la Règlement National de de Publicité » ▪ Les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines « Nous suggérons de fixer une surface cumulée à 2 m² de la/des enseigne(s) lumineuse(s) implantée(s) derrière une vitrine commerciale et de supprimer la limitation de la surface unitaire à 0,50 m² par dispositif » ▪ Dispositions particulières concernant la zone ZR3 « Dans un objectif de cohérence réglementaire, nous sollicitons, en ZP3, un format de 10,50 m² (8 m² d'affiche) pour les publicités murales. Par ailleurs, le projet de règlement fixe la hauteur maximale des publicités murales à 4 mètres. Or, de nombreux obstacles (haies, clôtures...) peuvent empêcher toute installation si cette hauteur est limitée à 4 mètres. Cette disposition s'apparente ainsi à 	<p>agglomérations de moins de 10 000 habitants, Il ne serait pas possible de la réintroduire sans être en contradiction avec la Charte du PNR Oise Pays de France.</p> <p>La demande de l'UPE ne sera donc pas prise en compte, d'une part pour maintenir la préservation des paysages urbains que permet l'absence de publicité numérique, et d'autre part, pour ne pas entacher le RLP d'illégalité.</p> <p>Réponse :</p> <p>Pour les mêmes motifs, la publicité sur bâche publicitaire et bâche de chantier ne sera pas réintroduite.</p> <p>Réponse :</p> <p>Pour limiter l'impact des enseignes lumineuses et en particulier numériques derrière vitrine, la proposition de l'UPE ne sera pas prise en compte.</p> <p>Réponse :</p> <p>Pour ne pas entacher le RLP d'illégalité (cf. réponses précédentes sur la cohérence nécessaire avec la charte du PNROF), les demandes de l'UPE concernant la publicité murale en ZR3 ne seront pas prises en compte.</p>
---	--

<p>une interdiction déguisée d'implanter des publicités murales.</p> <p>Pour ces raisons, il conviendra d'appliquer le règlement National de publicité (RNP) qui prévoit de limiter la hauteur de ces dispositifs à 7,5 mètres au dessus du niveau du sol (Article R581-26 du code de l'environnement) »</p>		
--	--	--

Comme je l'ai notifié plus haut, La CCI de l'Oise a envoyé, hors délai de l'enquête publique, un courrier dont la teneur (Suggestions, recommandations, demandes...). Ce courrier a toutefois été transmis à la Ville de Pont-Sainte-Maxence pour information et pour consultation. Dans un esprit de clarté et de transparence, des réponses ont été apportées aux questions posées.

Les questions, comme je l'avais indiqué, portant sur questions de terminologie ont reçu des réponses favorables et feront donc l'objet de modifications du texte du RLP.

Les autres questionnements et/ou suggestions notifiées par la CCIO n'ont pas permis d'apporter des modifications au RLP. Les informations et explications fournies par la Municipalité de Pont-Sainte-Maxence sont précises et justifiées.

Position du Commissaire Enquêteur


3. Conclusion partielle de la première partie du rapport :

Le commissaire enquêteur a établi et remis un Procès-Verbal de synthèse des observations écrites et orales à la Commune de Pont-Sainte-Maxence le 28 Novembre 2025. Les observations soulevées au cours de l'enquête ont fait l'objet de réponses commentées et transmises au commissaire enquêteur le 3 décembre 2025 par courriel. Ces réponses ont été rapprochées des questions et ont fait l'objet d'une lecture et d'une analyse de la part du commissaire enquêteur. La première partie de ce rapport présente donc le projet de Règlement Local de Publicité et le déroulement de l'enquête publique.

Dans la deuxième partie de ce rapport sont présentées les analyses du commissaire enquêteur, ses conclusions et son avis motivé.

4. Annexes

Annexe 1 :



Ville de
Pont-Sainte-Maxence

VILLE DE PONT-SAINT-MAXENCE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2025-091

Objet : Arrêté prescrivant l'enquête publique du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence

Le maire de la ville de Pont-Sainte-Maxence,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R.153-8 à R.153-10,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 et suivants,

Vu la loi n°83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques à la protection de l'environnement,

Vu la délibération du conseil municipal n°2025-013 du 27 février 2025 prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité,

Vu délibération n°2025-031 du conseil municipal du 2 avril 2025 actant de la tenue du débat au sein du conseil municipal sur les objectifs et les orientations générales du projet de règlement local de publicité,

Vu la délibération du conseil municipal n°2025-081 du 18 juin 2025 arrêtant le projet de règlement local de publicité,

Vu les pièces du dossier de règlement local de publicité soumis à l'enquête publique,

Vu les avis des différentes personnes publiques consultées,

Vu la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 16/07/2025 auprès du Tribunal Administratif d'Amiens en vue de mener l'enquête publique relative au règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence,

Vu la décision n° E25000107/80 du 29/08/2025 de madame la présidente du Tribunal Administratif d'Amiens désignant monsieur Philippe COURADEAU, cadre de santé retraité, en qualité de commissaire-enquêteur,

Considérant qu'après concertation avec le commissaire-enquêteur, il est précisé ce qui suit,

A R R E T E

Article I – Il sera procédé, du lundi 10 novembre 2025 au mardi 25 novembre inclus, pendant 16 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur les dispositions du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence.

Objet : Arrêté prescrivant l'enquête publique du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence

Article II - Monsieur Philippe COURADEAU, domicilié à Choisy-Au-Bac (60750, cadre de santé retraité, exercera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Article III - Le siège de l'enquête est fixé à l'hôtel de ville de Pont-Sainte-Maxence (60700), 7 place Pierre Mendès France.

Article IV – Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés en mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture, à savoir :

- • Lundi de 14h00 à 17h00
- • Mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Samedi de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Article V - Quinze jours, au moins, avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, un avis sera publié par voie d'affiches sur le territoire de la commune de Pont-Sainte-Maxence selon les caractéristiques fixées par l'arrêté du 24 Avril 2012 du ministre chargé de l'environnement. L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la mairie de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Cet avis sera en outre publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés au sein du département.

Article VI - Pendant la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique sera déposé et mis à la disposition du public au sein des locaux de l'hôtel de ville de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence aux heures d'ouverture :

- • Lundi de 14h00 à 17h00

- • Mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- • Samedi de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique.

Article VII - Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, tenu à leur disposition.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par correspondance à l'attention de monsieur le commissaire enquêteur - Enquête sur le projet de modification n°3 du PLU de Pont-Sainte-Maxence – Mairie de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence, ou par voie électronique à l'adresse suivante : enquete.publique@pontsaintemaxence.fr à partir du lundi 10 novembre 2025.

Elles seront tenues à disposition du public au siège de l'enquête, fixé à l'article 3 du présent arrêté.

Les observations écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire-enquêteur aux lieux, jours et heures fixés à l'article 8 du présent arrêté.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article VIII - Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public, à la mairie de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence, les jours et heures suivants :

- • Permanence 1 : lundi 10 novembre 2025, 14h-17h (ouverture de l'enquête)
- • Permanence 2 : lundi 17 novembre 2025, 14h-17h
- • Permanence 3 : lundi 24 novembre 2025, 14h-17h

Il pourra auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique.

Article IX - À l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui. Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont

favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Il adressera par la suite à monsieur le maire de Pont-Sainte-Maxence, dans un délai de trente jours suivant la clôture de l'enquête publique, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexés, avec le rapport et les conclusions motivées.

Article X - Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée à monsieur le préfet de l'Oise ainsi qu'à madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, en Mairie au sein du service urbanisme et sur le site internet de la ville.

Article XI - Au terme de l'enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

Article XII - Monsieur le maire de Pont-Sainte-Maxence et monsieur le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article XIII : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier - 80000 Amiens - dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il est certifié exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télérécourse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Fait à Pont-Sainte-Maxence, le 08 octobre 2025

Le maire,

Arnaud DUMONTIER
Certifié exécutoire
Compte tenu de la transmission en Sous-préfecture
Et de la publication

DÉPARTEMENT DE L'OISE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ DE LA COMMUNE DE PONT-SAINT-MAXENCE ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 10 NOVEMBRE 2025 AU 25 NOVEMBRE 2025

CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire Enquêteur : Philippe COURADEAU

DIFFUSION DU DOCUMENT (Avec avis du commissaire enquêteur)			
Nature	Destinataire	Nombre	Format
Original	Mairie de Pont-Sainte-Maxence	1	Papier
Copie	Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens		Papier
Copie	Monsieur le Préfet de l'Oise		Papier
Copie	Philippe Couradeau, Commissaire Enquêteur		Electronique

Préambule

La présente conclusion fait suite au rapport de synthèse d'enquête publique, rédigé séparément, concernant : Le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune de Pont-Sainte-Maxence.

Le projet est à l'initiative de la Commune de Pont-Sainte-Maxence.

Les documents ont été établis par le cabinet « Alkhos » en étroite collaboration avec les représentants élus de la communauté de communes et de ses services administratifs et techniques.

Conclusions et avis du commissaire enquêteur :

L'enquête publique sur l'élaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence prescrite par arrêté du 8 octobre 2025 de Monsieur le Maire s'est déroulée pendant 16 jours consécutifs du 10 au 26 novembre 2025 inclus.

L'information du public a été faite et le public a eu le temps nécessaire pour prendre connaissance du dossier soumis à l'enquête, se renseigner et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Je certifie que l'enquête publique qui m'a été confiée, a été mise en place et s'est déroulée de manière satisfaisante, dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires.

Après avoir effectué une analyse des informations contenues dans le dossier d'enquête,

Je constate que :

- Le dossier respecte la réglementation ;
- Le dossier présenté à l'enquête publique est complet, lisible et conforme aux dispositions réglementaires,
- Les obligations légales ont été respectées,
- Les termes de l'arrêté municipal ayant organisé l'enquête ont été respectés ;
- L'information faite au public par affichage en mairie, et différents lieux de la commune, par publication dans les journaux locaux et sur le site de la mairie a permis à celui-ci de prendre connaissance du projet ;

- Je note une absence de participation totale du public pendant l'enquête que ce soit sur le site internet mis à disposition ou en présentiel durant les trois permanences effectuées en Mairie,
- Concernant les observations et contributions faites par les Personnes Publiques Associées, toutes se sont révélées comme favorables et les demandes qui y ont été faites ont toutes fait l'objet d'une réponse favorable ou non. Le fait qu'aucun avis défavorable n'a été émis souligne la qualité du projet.
- Durant mon enquête, j'ai ressenti de la part de mes interlocuteurs de la Commune de Pont-Sainte-Maxence, le désir d'aboutir à un règlement cohérent et homogène pour l'ensemble de la commune afin d'en préserver son unité, son caractère et son patrimoine historique.
- Je n'ai jamais perçu d'opposition au principe du projet, toutes les observations même si elles n'ont pas été prises en compte, ont été dans le sens d'une recherche de l'amélioration du règlement envisagé.

J'estime que le désir de protection de la qualité du paysage urbain justifie pleinement l'encadrement particulier que constitue un Règlement Local de Publicité. Il est, certes plus restrictif que le Règlement National de Publicité (ce qui est aussi sa raison d'être) mais parfaitement adapté à la ville. Cette nouvelle réglementation nourrit l'ambition d'améliorer le cadre de vie, de lutter contre les nuisances visuelles et de favoriser la mise en valeur du paysage et du patrimoine culturel.

Son application est prévue de s'effectuer de façon progressive, laissant du temps aux possibles contrevenants pour s'adapter à ses recommandations et obligations.

En conséquence, je formule un **AVIS FAVORABLE SANS RESERVES** sur le projet de règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence.

Fait à Choisy Au Bac le 04 décembre 2025



Le commissaire Enquêteur,
Philippe Couradeau.



____ Ville de
Pont-Sainte-Maxence

DEPARTEMENT DE
L'OISE

ARRONDISSEMENT DE
SENLIS

CANTON DE
PONT-SAINT-MAXENCE

VILLE DE PONT-SAINT-MAXENCE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2025-091

**Objet : Arrêté prescrivant l'enquête publique du règlement local de publicité
de la commune de Pont-Sainte-Maxence**

Le maire de la ville de Pont-Sainte-Maxence,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R.153-8 à R.153-10,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-19
et R.123-1 et suivants,

Vu la loi n°83-360 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des
enquêtes publiques à la protection de l'environnement,

Vu la délibération du conseil municipal n°2025-013 du 27 février 2025
prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité,

Vu délibération n°2025-031 du conseil municipal du 2 avril 2025 actant de la
tenue du débat au sein du conseil municipal sur les objectifs et les orientations
générales du projet de règlement local de publicité,

Vu la délibération du conseil municipal n°2025-081 du 18 juin 2025 arrêtant
le projet de règlement local de publicité,

Vu les pièces du dossier de règlement local de publicité soumis à l'enquête
publique,

Vu les avis des différentes personnes publiques consultées,


Vu la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date
du 16/07/2025 auprès du Tribunal Administratif d'Amiens en vue de mener
l'enquête publique relative au règlement local de publicité de la commune de
Pont-Sainte-Maxence,

Vu la décision n° E25000107/80 du 29/08/2025 de madame la présidente du
Tribunal Administratif d'Amiens désignant monsieur Philippe
COURADEAU, cadre de santé retraité, en qualité de commissaire-enquêteur,

Considérant qu'après concertation avec le commissaire-enquêteur, il est
précisé ce qui suit,

A R R E T E

Article I – Il sera procédé, du lundi 10 novembre 2025 au mardi 25 novembre
inclus, pendant 16 jours consécutifs, à une enquête publique portant sur les
dispositions du règlement local de publicité de la commune de
Pont-Sainte-Maxence.


Signé par : Arnaud DUMONTIER
Date : 08/10/2025
Qualité : MAIRE

Envoyé en préfecture le 20/02/2026
Reçu en préfecture le 20/02/2026
Publié le 09/10/2025
ID : 060-216005033-20260218-20260111DEL-DE
ID : 060-216005033-20251008-2025091A-AR

Article II - Monsieur Philippe COURADEAU, domicilié à Choisy-Au-Bac (60750, cadre de santé retraité, exercera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Article III - Le siège de l'enquête est fixé à l'hôtel de ville de Pont-Sainte-Maxence (60700), 7 place Pierre Mendès France.

Article IV – Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, seront déposés en mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture, à savoir :

- Lundi de 14h00 à 17h00
- Mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Samedi de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Article V - Quinze jours, au moins, avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, un avis sera publié par voie d'affiches sur le territoire de la commune de Pont-Sainte-Maxence selon les caractéristiques fixées par l'arrêté du 24 Avril 2012 du ministre chargé de l'environnement.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site internet de la mairie de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Cet avis sera en outre publié en caractères apparents, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux diffusés au sein du département.

Article VI - Pendant la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique sera déposé et mis à la disposition du public au sein des locaux de l'hôtel de ville de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence aux heures d'ouverture :

- Lundi de 14h00 à 17h00
- Mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- Samedi de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête publique ainsi que les informations relatives à son organisation pourront également être consultés, pendant la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la ville de Pont-Sainte-Maxence (www.pontsaintemaxence.fr).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique.

Article VII - Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, tenu à leur disposition.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par correspondance à l'attention de monsieur le commissaire enquêteur - Enquête sur le projet de modification n°3 du PLU de Pont-Sainte-Maxence – Mairie de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence, ou par voie électronique à l'adresse suivante : enquete.publique@pontsaintemaxence.fr à partir du lundi 10 novembre 2025. Elles seront tenues à disposition du public au siège de l'enquête, fixé à l'article 3 du présent arrêté.

Les observations écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire-enquêteur aux lieux, jours et heures fixés à l'article 8 du présent arrêté.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article VIII - Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public, à la mairie de Pont-Sainte-Maxence, 7 place Pierre Mendès France 60700 Pont-Sainte-Maxence, les jours et heures suivants :

- Permanence 1 : lundi 10 novembre 2025, 14h-17h (ouverture de l'enquête)
- Permanence 2 : lundi 17 novembre 2025, 14h-17h
- Permanence 3 : lundi 24 novembre 2025, 14h-17h

Il pourra auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique.

Article IX - À l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui. Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Il adressera par la suite à monsieur le maire de Pont-Sainte-Maxence, dans un délai de trente jours suivant la clôture de l'enquête publique, l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexés, avec le rapport et les conclusions motivées.

Article X - Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée à monsieur le préfet de l'Oise ainsi qu'à madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant un an, en Mairie au sein du service urbanisme et sur le site internet de la ville.

Article XI - Au terme de l'enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation.

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Envoyé en préfecture le 09/10/2025

Publié le

Reçu en préfecture le 09/10/2025

ID : 060-216005033-20260218-2026011DEL-DE

ID : 060-216005033-20251008-2025091A-AR

Article XII - Monsieur le maire de Pont-Sainte-Maxence et monsieur le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article XIII : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier - 80000 Amiens - dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il est certifié exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télérécourse citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Fait à Pont-Sainte-Maxence, le 08 octobre 2025

Le maire,

Arnaud DUMONTIER

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission en Sous-préfecture

Et de la publication



Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : PONT SAINTE MAXENCE

Utilisateur : DUMONTIER ARNAUD

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	2025091A
Objet :	Arrêté prescrivant l'enquête publique du règlement local de publicité de la commune de Pont-Sainte-Maxence - Du10 novembre 2025 au 25
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2025-10-08 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Actes réglementaires
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	3.5 - Autres actes de gestion du domaine public
Identifiant unique :	060-216005033-20251008-2025091A-AR
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 060-216005033-20251008-2025091A-AR-1-1_0.xml	text/xml	965 o
Document principal (Acte réglementaire) Nom original : Arrêté 2025-091 - Prescrivant l'enquête publique du règlement local de publicité de la commune de Nom métier : 99_AR-060-216005033-20251008-2025091A-AR-1-1_1.pdf	application/pdf	205.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	9 octobre 2025 à 09h52min44s	Dépôt initial
En attente de transmission	9 octobre 2025 à 09h52min57s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	9 octobre 2025 à 09h53min00s	Transmis au MI
Acquittement reçu	9 octobre 2025 à 09h53min21s	Reçu par le MI le 2025-10-09